

Anne Thibaut

# de la croissance à l'acroissance ?

A la recherche d'un modèle économique respectueux  
de l'Homme et de l'environnement



pepup.be



dossier

# de **la croissance** à **l'acroissance** ?

---

A la recherche d'un modèle économique respectueux  
de l'Homme et de l'environnement

# de **la croissance** à **l'acroissance** ?

---

A la recherche d'un modèle économique respectueux  
de l'Homme et de l'environnement

Ce dossier a été réalisé en tenant compte d'apports multiples dont les réflexions des membres des associations de la Fédération Inter-Environnement Wallonie rassemblés à l'occasion de deux « Conseils associatifs » organisés sur le sujet les 27 avril 2007 et 17 novembre 2008.

**Rédaction**

Anne Thibaut

**Rewriting, mise en forme finale et coordination**

Pierre Titeux

**Graphisme**

Mathieu Rütimann (Pepup Communication)

**Editeur responsable**

Christophe Schoune, 6 boulevard du Nord, 5000 Namur

Imprimé sur papier 100% recyclé et blanchi sans chlore.

© Fédération Inter-Environnement Wallonie, décembre 2009

Avec le soutien de la Communauté française de Belgique



# sommaire

---

<b>1 / introduction</b>	10
-------------------------	----

<b>2 / état des lieux planétaire</b>	14
--------------------------------------	----

1 // constat d'urgence écologique	14
-----------------------------------	----

2 // un monde à deux vitesses	19
-------------------------------	----

3 // enjeu géostratégique	21
---------------------------	----

4 // le prix à payer	23
----------------------	----

<b>3 / comment en est-on arrivé là ?</b>	26
--	----

1 // essai d'analyse de l'évolution des sociétés humaines	26
---	----

2 // esquisse du système dominant	30
-----------------------------------	----

3 // critique de quelques éléments clés du système dominant	32
---	----

1 /// Rationnalité, paradigme de la simplicité, réductionnisme	32
--	----

2 /// Progrès	33
---------------	----

3 /// Développement	34
---------------------	----

4 /// Capitalisme	34
-------------------	----

5 /// Productivisme	36
---------------------	----

6 /// Croissance	36
------------------	----

zoom / Le PIB, un indicateur préjudiciable à l'environnement et au bien-être

3 / 4 // l'impact de la démographie	42
-------------------------------------	----

<b>4 / des réponses jusqu'ici inefficaces</b>	46
---	----

1 // le mythe du découplage	49
-----------------------------	----

1 /// découplage absolu et découplage relatif : tendances et perspectives	49
---	----

2 /// gérer le découplage entre croissance et impacts écologiques	54
---	----

2 // green new deal	58
---------------------	----

annexe	60
--------	----

*« On ne résout pas un problème  
avec les modes de pensée  
qui l'ont engendré. »*

*« La folie, c'est se comporter  
de la même manière et s'attendre  
à un résultat différent. »*

Albert Einstein

# 1 / introduction

Si nous pouvons produire et consommer, c'est grâce aux ressources que la Planète met à notre disposition. Toutefois, chacune de nos activités a un impact direct sur l'environnement : nous épuisons les réserves tout en portant atteinte aux équilibres naturels permettant leur renouvellement. C'est ainsi que nous imposons aujourd'hui déjà à notre petite Terre un régime 30% au-delà de ses capacités de régénérescence des ressources et d'absorption des pollutions.

L'érosion de la biodiversité et les changements climatiques en cours ne sont que deux des symptômes du mal que nous avons inoculé à la Pachamama dont l'état de santé est inquiétant... et appelé à s'aggraver encore. La majorité de la population mondiale qui (sur)vit dans des conditions indignes aspire en effet légitimement à améliorer son niveau de vie, ce qui ne pourra qu'accélérer la prolifération des métastases.

Les chiffres sont connus : il faudrait six planètes pour que tous les humains puissent vivre selon le modèle américain et trois suffiraient à peine pour qu'ils jouissent du niveau de confort des Européens. L'impasse est évidente et impose que nous revoyons en urgence l'usage que nous faisons de cette Terre que nous lèguerons à nos enfants, petits-enfants...

Que nous l'acceptions ou non, une réforme en profondeur de nos modes de production et de consommation est une obligation matérielle : nos besoins infinis sont tout

simplement incompatibles avec la finitude de notre environnement... La « métaphore du nénuphar » proposée (entre autres) par le généticien et philosophe français Albert Jacquard est à cet égard édifiante.

Imaginons un nénuphar, planté dans un grand lac, et qui aurait la propriété héréditaire de produire, chaque jour, un autre nénuphar. Au bout de 30 jours, la totalité du lac est couverte et l'espèce meurt étouffée, privée d'espace et de nourriture.

Au bout de combien de jours les nénuphars couvraient-ils la moitié du lac ?

Non pas 15 jours, comme on pourrait le penser un peu hâtivement, mais bien 29... c'est-à-dire la veille de la catastrophe, puisque le volume doublait chaque jour.

Et si nous étions l'un de ces nénuphars, à quel moment aurions-nous eu conscience que l'on s'apprêtait à manquer d'espace ?

Au bout du 24<sup>ème</sup> jour, 97% de la surface du lac était encore disponible et nous n'aurions probablement pas imaginé la catastrophe qui se préparait. Pourtant, nous étions à moins d'une semaine de l'extinction de l'espèce...

Pire : même si, le 27<sup>ème</sup> jour, un nénuphar particulièrement vigilant avait commencé à s'inquiéter et avait lancé un programme de recherche de nouveaux espaces débouchant le 29<sup>ème</sup> jour sur la découverte de trois nouveaux lacs quadruplant l'espace disponible, eh bien, l'espèce aurait quand même disparu au bout du... 32<sup>ème</sup> jour !

Interpellant, non ?

La gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui nécessite que nous interroguions notre conception du monde ; le défi écologique (et, par-delà, ses impacts économique et sociaux) est aussi et même surtout un défi philosophique. Eminent chroniqueur du quotidien britannique « The Guardian », Georges Monbiot a opéré une analyse particulièrement éclairante de ce point de vue.<sup>1</sup> « *Pour éviter un réchauffement global supérieur à 2°C, le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat – NDR) suggère que le monde réduise, pour 2050, ses émissions de gaz à effet de serre à un niveau correspondant à plus ou moins 15% du total des émissions de l'an 2000.* » Monbiot divise alors la production de gaz carbonique en 2000 par la population mondiale actuelle, ce qui donne 3,58 tonnes de CO<sub>2</sub> par personne. « *Une réduction globale de 85% signifie, à chiffre de population constant, que l'émission moyenne par individu devrait être ramenée à 0,537 tonne pour 2050. Actuellement, le Royaume-Uni produit 9,6 tonnes par tête et les Etats-Unis 23,6 tonnes. Réduire ces quantités à 0,537 tonne signifie une diminution de 94,4% pour le Royaume-Uni et de 97,7% pour les Etats-Unis...* » Monbiot considère toutefois que ces chiffres sont vraisemblablement sous-estimés, d'une part parce que la population mondiale devrait atteindre 8 à 9 milliards de personnes d'ici 2050 et, d'autre part, « *parce que l'impact de la réponse de la biosphère n'a pas été complètement considéré, (...) ces rétroactions pourraient compter pour 18% dans le réchauffement global.* » Et puis, il y a la croissance économique. Si

<sup>1</sup> <http://www.monbiot.com/archives/2007/12/04/what-is-progress/>

elle est de 3% d'ici 2030, elle nous amènera à consommer jusqu'à cette échéance (soit en 20 ans) «*l'équivalent de tout ce que nous avons consommé depuis que l'homme se tient sur ses deux pieds...*» Et Monbiot de conclure dès lors «*les vraies questions ne sont pas techniques ou économiques. La crise à laquelle nous faisons face requiert une profonde discussion philosophique, une réévaluation de ce que nous sommes et de ce que le progrès signifie. Débattre de ces matières ne fait de nous ni des saints ni des communistes; cela montre seulement que nous avons compris la science.*»

S'interroger sur notre conception du monde signifie qu'il faut revisiter les concepts voire les (fausses) croyances qui régissent notre société de consommation. L'Homme doit réapprendre à vivre comme faisant partie intégrante du système terrestre. Il n'est pas une espèce à part. Certes, l'évolution nous a doté d'une intelligence mais «*sommes-nous intelligents assez pour être un animal social capable de vivre avec Gaïa<sup>2</sup> et nous-mêmes ?*»

Dans les pays développés, réduire de façon substantielle l'impact sur l'environnement semble devoir passer par ce qui constitue aux yeux de beaucoup une révolution : consommer et produire moins, décroître – osons le mot... – notre consommation et notre production ; moins de biens, moins de services, moins de déplacements. Bref, apprendre à nous limiter.

Au niveau mondial, on ne pourra éviter le débat sur la question démographique.

Ce dossier dresse le constat de l'impasse écologique et sociale de notre modèle de développement basé sur la croissance sans fin de la production et de la consommation. Les réponses proposées aujourd'hui par les autorités publiques et majoritairement basées sur les solutions technologiques apparaissent largement insuffisantes pour faire face à la crise environnementale ; elles s'avèrent même carrément contre-productives quand elles activent tous les rouages du système en place.

D'autres réponses *a priori* plus révolutionnaires telles que le «*green new deal*» ou l'économie fonctionnelle (basée sur les services) restent quant à elles à la recherche d'une croissance économique et elles finiront donc inévitablement par se heurter à la finitude du monde.

La (les) solution(s) reste(nt) dès lors à inventer. Nous en proposerons quelques pistes dans un second dossier à paraître dans les prochains mois.

---

<sup>2</sup> Selon la «*théorie de Gaïa*» proposée dans les années 80 par le scientifique britannique James Lovelock, la Terre toute entière – atmosphère, océans, roches, ensemble des organismes vivants, etc. – constitue un unique système autorégulé. Ce système cherche à maintenir les conditions d'habitabilité de sa surface aussi favorables que possible pour la vie y existant à un instant donné. James Lovelock, *The Vanishing face of Gaïa. A final warning*. Allen Lane, 2009 et <http://www.integralpersonality.com/IPBlog/archives/575-Cassandra-22.html>

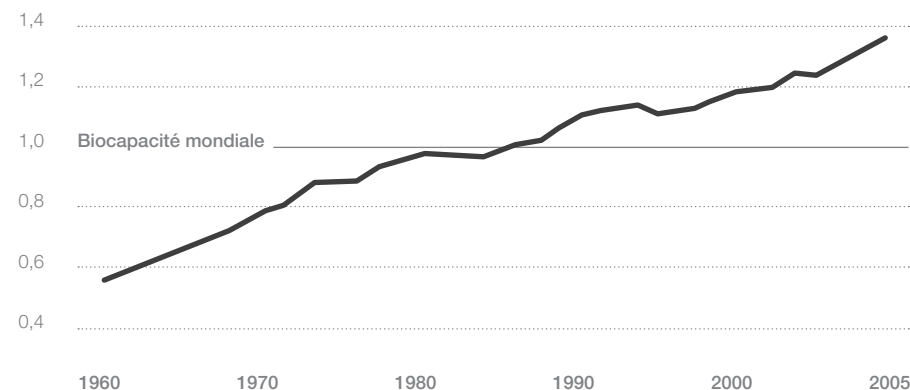
## 2 / état des lieux planétaire

### 2 / 1 // constat d'urgence écologique

L'empreinte écologique de l'humanité, outil qui mesure l'impact des activités humaines sur l'environnement, ne fait que croître depuis le début des années 60 (voir graphique ci-contre). Elle indique aujourd'hui que l'humanité consomme 1,3 planètes, soit 30% de plus que ce que la biocapacité (la capacité biologique de régénération) de la Terre permet de manière durable. Autrement dit, il faut près d'un an et trois mois pour produire les ressources que nous utilisons en une année. Si nos demandes se maintiennent à la même cadence, d'ici le milieu des années 2030 nous aurons besoin de l'équivalent de deux planètes pour maintenir notre mode de vie... auquel seule une minorité de l'humanité a pourtant droit.

### Evolution de l'empreinte écologique de l'humanité entre 1961 et 2005 (mesurée en nombre de planète)

(source: Rapport « Planète Vivante » 2008 du WWF)



Les émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrées par les activités humaines ont par ailleurs généré un phénomène de réchauffement global de la planète. La température moyenne de la Terre est en hausse depuis la moitié du 20<sup>ème</sup> siècle et, selon le GIEC<sup>3</sup>, elle risque d'augmenter encore de 1,1 à 6,4 degrés d'ici la fin de ce siècle, entraînant notamment hausse du niveau des océans et augmentation des épisodes climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, cyclones...), déplacements de populations vivant dans les deltas ou au bord des zones en voies de désertification, perturbations des systèmes agricoles, régression de nombreux écosystèmes, dispersion des maladies (malaria...) et apparition de pandémies mettant en danger des centaines de milliers de personnes.

Certains scientifiques se montrent plus pessimistes encore. Ainsi, pour James Lovelock, co-créateur de la théorie Gaïa (voir note 2 page 13), le point de non-retour est déjà atteint: les changements climatiques sont très probablement irréversibles et la Terre risque de basculer brutalement vers un état chaud où la température sera, à relativement court terme, de 7 à 8 degrés plus élevée qu'aujourd'hui<sup>4</sup>. Selon lui, les mesures de terrain révèlent que l'augmentation du niveau des océans est deux fois plus rapide que ce que prévoient les scénarios les plus pessimistes du GIEC...

<sup>3</sup> Rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), « Bilan 2007 des changements climatiques: les bases scientifiques physiques », 2007 //

<sup>4</sup> James Lovelock, *The Vanishing face of Gaïa. The final warning*, op.cit., p.192. //

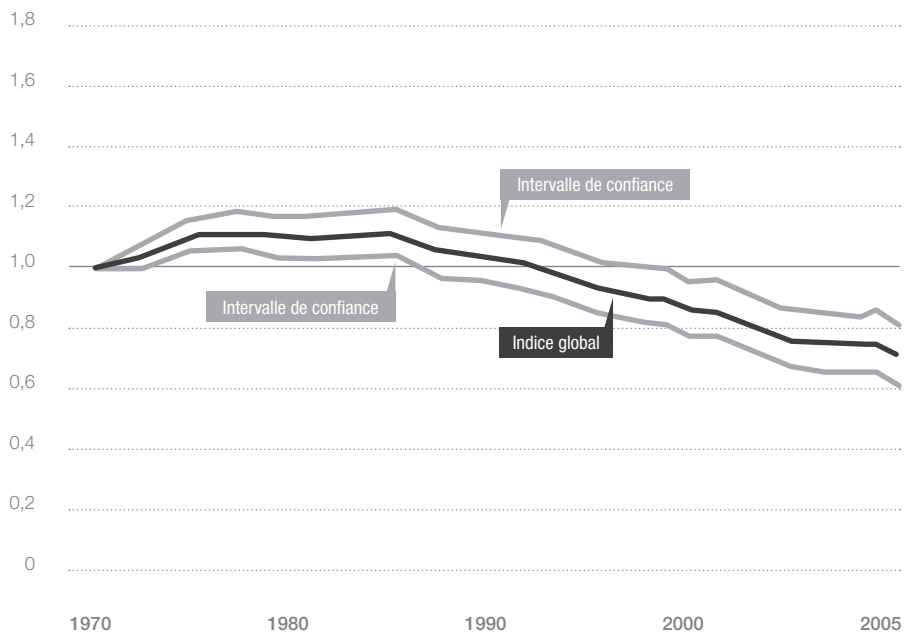


Ces changements climatiques conjugués à une urbanisation croissante et à l'utilisation massive d'intrants chimiques dans l'agriculture ont déjà des impacts énormes sur la biodiversité dont l'érosion est dramatique.

L'Indice Global « Planète Vivante » montre ainsi qu'au cours des 35 dernières années, les populations d'espèces sauvages de la planète ont régressé d'un tiers. Plus spécifiquement, de 1970 à 2005, on a enregistré une diminution de 33% des populations de vertébrés terrestres, de 35% des espèces d'eaux douces et de 14% des populations marines<sup>5</sup>.

### Evolution de l'Indice Global Planète vivante depuis 1970 (indice 1970 = 1)

(source: Rapport « Planète Vivante » 2008 du WWF)



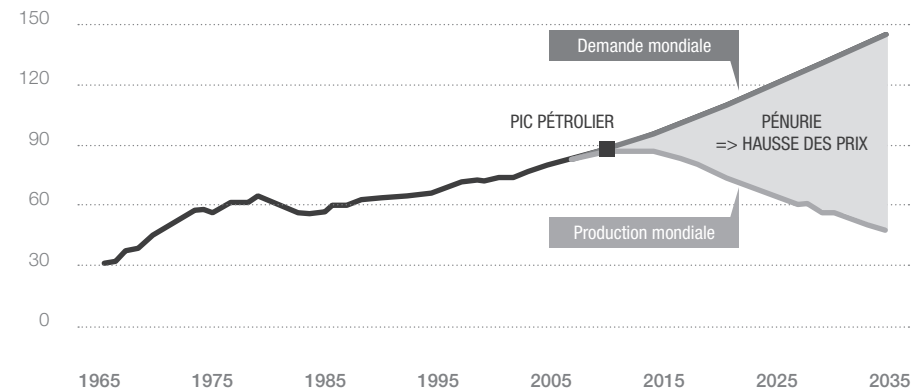
<sup>5</sup> Rapport « Planète Vivante 2008 », WWF, téléchargeable sur [http://www.wwf.be/\\_media/LR\\_LPR\\_2008%20FR\\_230084.pdf](http://www.wwf.be/_media/LR_LPR_2008%20FR_230084.pdf)

Les ressources fossiles sur lesquelles nous avons basé notre développement sont elles aussi en voie de disparition. Les estimations des délais avant l'épuisement du pétrole, du gaz naturel et de l'uranium varient ainsi, selon les sources, entre 40 et 120 ans. Des chiffres purement indicatifs car comme l'explique l'ASPO Belgique<sup>6</sup> (Association for the Study of Peak Oil and Gas) au sujet du pétrole : « Premièrement, cela suppose une demande constante en pétrole or, le développement rapide de l'Asie entraîne une explosion de la demande (+40% de demande d'ici 2025). Deuxièmement, cela suppose qu'il est possible d'extraire le pétrole aussi rapidement qu'on le désire. Or, pour des raisons géologiques et techniques, toute production de pétrole suit le schéma général suivant : la production augmente après les premiers forages, atteint un maximum – un « pic » – lorsque la moitié des réserves extractibles a été produite, puis diminue progressivement jusque zéro. Ce schéma est valable à l'échelle d'un champ de pétrole individuel mais également pour l'ensemble des ressources pétrolières mondiales.

Du point de vue de l'économie, le moment où la dernière goutte de pétrole sera extraite du sous-sol importe peu. Ce qui compte, c'est le moment où la production de pétrole atteindra son maximum, car passé ce pic de production, un déséquilibre croissant apparaîtra entre une demande qui augmente et une production qui diminue chaque année, entraînant tout d'abord volatilité et hausse des prix, et ensuite des pénuries. » Selon le site de l'ASPO, la date la plus probable de ce pic est... 2010.

### Production de pétrole selon le temps et pic pétrolier (mesurée en millions de barils / jour)

(source: www.aspo.be)



<sup>6</sup> <http://www.aspo.be>

Aurons-nous alors recours au charbon? Certes, la situation semble plus favorable puisque nous pourrions encore en disposer, à consommation constante, entre 220 et 850 ans<sup>7</sup>. Un retour massif à son exploitation serait toutefois une totale hérésie car cela accélérerait considérablement l'enrichissement de l'atmosphère en CO<sub>2</sub> et donc le processus d'évolution climatique avec son cortège de conséquences désastreuses. Et le nucléaire (uniquement utile, rappelons-le, pour la production d'électricité) ne constitue pas lui non plus une alternative puisque selon les estimations de l'Agence Internationale de l'Energie Nucléaire (AIEA), peu suspecte de pessimisme, les réserves d'uranium sont tout au plus de 60 ans, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire sans mise en service de réacteurs supplémentaires.

Les autres ressources telles que les minerais ne sont pas mieux loties puisque les réserves connues de fer, d'aluminium, de zinc et de cuivre sont évaluées, au rythme de prélèvement actuel, à respectivement 79 (fer), 131 (aluminium), 17 (zinc) et 31 (cuivre) années...

Dans un tout autre domaine, de nombreuses études scientifiques internationales attestent que l'augmentation du nombre de cas de certaines maladies (cancers, malformations congénitales, infertilité, allergie...) dans les pays occidentaux est liée à la dégradation physique, chimique et/ou biologique de l'environnement.

Tous ces indicateurs témoignent que le compte à rebours s'est enclenché pour l'ensemble des espèces terrestres, y compris pour l'espèce humaine. D'ailleurs, selon Hubert Reeves<sup>8</sup>, «*des menaces pèsent non pas sur la vie sur Terre – car la vie va continuer, elle est très robuste – mais sur une espèce particulière qui n'est pas très robuste et qui est l'espèce humaine*».

<sup>7</sup> Chiffres à prendre avec les mêmes réserves que pour le pétrole et cités dans R. Lehoucq,

*Compte à rebours, op.cit. //*

<sup>8</sup> La Libre Belgique, 16/02/07 //

## 2 / 2 // un monde à deux vitesses

L'état écologique pitoyable de la planète apparaît d'autant plus inacceptable qu'il n'existe aucune équité au niveau des dégâts engendrés par l'utilisation abusive des ressources et le partage de celles-ci : 20% de l'humanité – les pays du Nord – utilisent et gaspillent 80% des ressources de la Terre. Mais c'est l'ensemble de l'humanité qui se voit présenter la facture environnementale et ce ne sont pas les plus voraces qui paient le prix fort. (Cette inégalité écologique se retrouve d'ailleurs au sein même des pays : les plus pauvres sont le plus souvent les principales victimes des nuisances environnementales alors que ce sont eux qui consomment le moins<sup>9</sup>.)

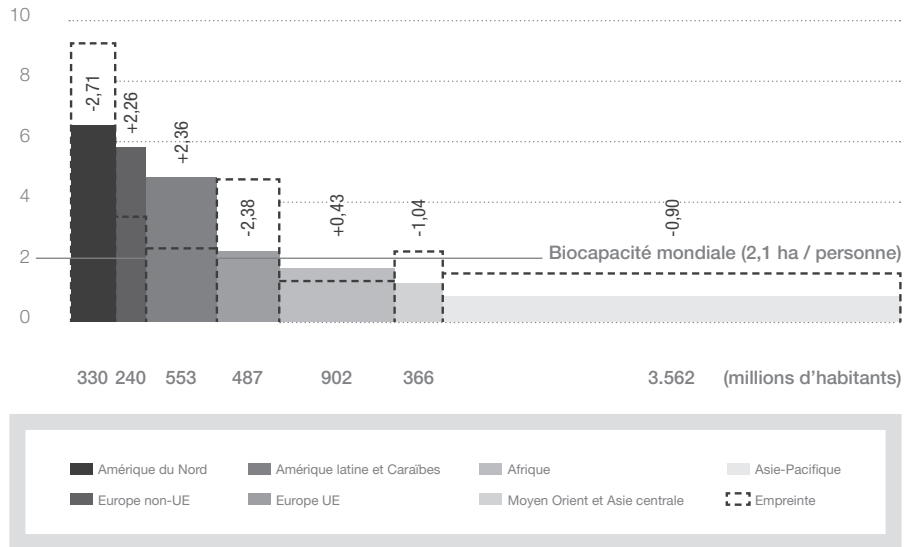
La comparaison des empreintes écologiques par région montre que si chaque humain utilise aujourd'hui en moyenne 2,2 ha globaux (ha), cette utilisation est loin d'être équitable. Un Américain du Nord utilise par exemple 9,5 ha, un Belge 5,2 ha et un Africain seulement 1,2 ha... Les régions les plus gourmandes étant en net déficit écologique et leur biocapacité ne permettant pas de subvenir à leurs besoins, une large part des ressources naturelles utilisées chez nous proviennent en réalité des pays du Sud. Autrement dit, nous exportons notre empreinte écologique. Comme le tableau ci-dessous en témoigne, l'Amérique du Nord et l'Union Européenne (UE-25) affichent de ce point de vue les plus forts déficits. On peut dès lors se demander si la « dette écologique » des pays du Nord ne dépasse par largement la dette économique des pays du Sud...

<sup>9</sup> P. Cornut, T. Bauler, E. Zaccai Environnement et inégalités sociales.

Editions de l'université de Bruxelles. Collection Aménagement du territoire et environnement, 2007 //

### Biocapacité et empreinte écologique par région (hectares globaux par personne)

La différence entre la biocapacité d'une région (trait plein) et son empreinte écologique (trait pointillé) est sa réserve (+) ou son déficit (-).



Cette injustice se marque également profondément au niveau des changements climatiques. Un rapport d'Oxfam<sup>10</sup> met clairement en évidence le fait que les pays les moins responsables des GES seront les plus affectés par ces changements. Disparition de sols et de forêts, diminution des réserves en eau et des rendements agricoles, multiplication des pluies diluviennes et des parasites... : ce ne sont là que quelques exemples de ce qui attend de nombreux pays en développement. Le tableau apparaît bien inquiétant lorsque l'on sait que l'exploitation des ressources naturelles (agriculture, pêche, foresterie, etc.) représente la principale source de revenus pour la majorité des populations du Sud ; les impacts négatifs des changements climatiques sur les écosystèmes se répercuteront donc fortement sur ces populations. L'injustice est d'autant plus grande que les pays du Sud ne disposent pas des ressources suffisantes pour faire face à cette situation et s'y adapter. Et les financements dégagés à ce jour par la communauté internationale pour les aider à faire face sont largement insuffisants.

<sup>10</sup> Financer l'adaptation. Pourquoi la conférence des Nations Unies sur le climat à Bali doit mandater la recherche de nouveaux fonds, Oxfam, 2007  
[http://www.oxfam.org/fr/IMG/pdf/Bali\\_Adaptation\\_briefing\\_note\\_FINAL\\_FRENCH\\_031207.pdf](http://www.oxfam.org/fr/IMG/pdf/Bali_Adaptation_briefing_note_FINAL_FRENCH_031207.pdf)

## 2 / 3 // enjeu géostratégique

Les divers éléments de ces inégalités écologiques et sociales composent un cocktail explosif. En 2003, un rapport du Global Business Network prévenait déjà : « *Alors que les capacités de charge locales et globales sont réduites, les tensions pourraient s'accroître à travers le monde... Les nations qui disposent des ressources nécessaires pourraient construire des forteresses virtuelles autour de leur pays, conservant les ressources pour elles-mêmes. Les nations moins chanceuses pourraient initier des combats pour l'accès à la nourriture, à l'eau ou à l'énergie. Des alliances improbables pourraient se former dès lors que les priorités de défense changent et que l'objectif devient les ressources pour la survie, plutôt que la religion, l'idéologie ou l'honneur national...* »<sup>11</sup>.

Des experts européens ont remis en 2008 un rapport alarmiste<sup>12</sup> relatif aux risques en matière de sécurité qu'entraînent dans le monde les changements climatiques. Sept menaces y sont identifiées dont des conflits liés à la raréfaction des terres arables, de l'eau et des stocks de poissons ; une multiplication des disputes territoriales sur terre et sur mer ; une augmentation des tensions ethniques et religieuses ainsi que de la radicalisation dans les pays confrontés à des pénuries ; un accroissement des conflits liés à la raréfactions des réserves de pétrole et de gaz ou encore à la crise alimentaire ; une exacerbation du ressentiment à l'égard des pays pollueurs, en ce compris les nouveaux venus, Chine, Inde, Brésil et Russie.

Les responsables d'une des plus prestigieuses distinctions au niveau mondial, le prix Nobel de la Paix, ont parfaitement compris les risques d'insécurité liés aux changements climatiques comme en témoigne le choix de leurs lauréats 2007, Al Gore et le GIEC, qui, chacun à leur façon, tente d'alerter l'humanité quant à cette menace. Pour Jean-Pascal van Ypersele climatologue belge vice président du GIEC, non seulement la menace existe mais elle a d'ores et déjà commencé à se concrétiser : « (...) Il est clair que les changements climatiques vont rajouter une source de difficultés à la situation de nombreux pays qui ont déjà bien d'autres problèmes. Et ce stress supplémentaire va souvent être la goutte qui va faire déborder le vase et faire basculer des situations de paix vers des situations de non-paix. Un exemple en cours d'après certains spécialistes – et ce n'est pas le Giec qui le dit –, c'est la crise au Darfour. Ils estiment que même s'il serait évidemment tout à fait présomptueux et erroné de dire que les changements climatiques expliquent à eux seuls cette crise, il serait tout aussi erroné de dire que ces

<sup>11</sup> Shwartz et Randall, An Abrupt Climate Change Scenario and Its implications for United State National Security. Global Business Network, cité dans Rapport Planète Vivante 2006, WWF //

<sup>12</sup> Changements climatiques et sécurité internationale. Document établi par le Haut Représentant et la Commission européenne à l'attention du Conseil européen, 14 mars 2008, téléchargeable sur <http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/99389.pdf> et La libre Belgique 8-9/03/08 « Pourquoi le climat affole l'Europe » Christophe Lamfalussy //

*changements et la sécheresse très vive qui sévit dans cette région n'auraient aucun rôle. Ce sont des situations qui vont être amenées à se répéter. Si l'on regarde la carte des régions menacées par l'élévation du niveau des mers, des centaines de millions de gens y vivent. Ils ne vont pas regarder l'eau monter en se croisant les bras. Ils vont évidemment se déplacer, mais pour aller où? Il me semble assez clair que cela va poser des problèmes en termes de stabilité et de sécurité. »<sup>13</sup>*

## 2 / 4 // le prix à payer

Selon Oxfam<sup>14</sup>, le coût de l'adaptation des pays en développement aux changements climatiques se montera au minimum à 50 milliards de dollars par an; bien plus si les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne connaissent pas très rapidement une réduction drastique.

La facture sera également très élevée pour les pays du Nord comme l'indique le rapport Stern<sup>15</sup> commandé par le ministère britannique des finances et publié fin octobre 2006. Ses conclusions sont sans appel: si les gouvernements ne prennent aucune mesure pour y remédier dans les dix prochaines années, le réchauffement climatique pourrait provoquer à la pire récession mondiale de l'Histoire. Le coût total estimé de la facture se monterait à plus 5.500 milliards d'euros. Ce sans prendre en compte les dégâts environnementaux et sociaux du phénomène.

Le constat ne prête donc pas à contestation: notre Terre est malade et des bouleversements importants vont survenir. Mais jusqu'à quel point...?

Comment le climat évoluera-t-il? Quels seront les impacts sur la biodiversité et donc sur nous? La complexité des équilibres en jeu est telle que rien ne peut être sûr. Sans doute la vie continuera-t-elle sur terre. Mais nous, humains, serons-nous toujours de la partie? La question choque mais elle doit être posée car, à l'heure actuelle, aucune hypothèse ne peut être écartée.

Comment faire pour éviter le pire? Les enjeux de nos sociétés actuelles sont immenses et complexes à résoudre. Les problèmes environnementaux, sociaux, économiques sont en effet tous intimement liés.

En termes d'objectifs, l'humanité doit réduire rapidement la pression qu'elle exerce sur la Terre – son unique planète... – en réduisant drastiquement son utilisation de ressources non renouvelables et ses émissions de gaz à effet de serre et en reconstruisant la biodiversité.

Les efforts à réaliser sont (très) différents d'un pays à l'autre. Les pays industrialisés sont les premiers responsables des dégâts environnementaux causés par la production et la consommation de biens. Pour pouvoir assurer le partage des ressources de façon équitable et permettre aux habitants des pays pauvres d'accéder au minimum de bien-être matériel, ils doivent accepter de mettre en œuvre une décroissance de leurs flux de

<sup>13</sup> La Libre Belgique 13/10/2007, interview de JP Van Ypersele par G. Toussaint //

<sup>14</sup> L'adaptation au changement climatique, Document d'information Oxfam 104, 2007, Oxfam International, téléchargeable sur [http://www.oxfam.org/fr/policy/briefingpapers/bp104\\_climate\\_change\\_0705](http://www.oxfam.org/fr/policy/briefingpapers/bp104_climate_change_0705)

<sup>15</sup> Rapport Stern téléchargeable sur [http://www.hmtreasury.gov.uk/independent\\_reviews/stern\\_review\\_economics\\_climate\\_change/sternreview\\_index.cfm](http://www.hmtreasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/sternreview_index.cfm)

matières et d'énergie et, in fine, de leur production et de leur consommation. Comme le dit Dominique Bourg, philosophe directeur de l'Institut de politiques territoriales et d'environnement humain à l'Université de Lausanne : «*Si on veut faire décroître les flux de matière de façon substantielle, (...) la question de la justice doit être centrale. Soit les efforts environnementaux se feront sur la base d'une meilleure répartition de la richesse et ils deviendront possibles pour tous, soit ils se feront au détriment des mêmes et ils ne se feront pas. Ce qui pourrait déboucher sur un crash planétaire. Sans justice environnementale, ce sera le chaos.*»<sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> Le Soir, 07/04/08, Une justice environnementale ou le chaos, Interview de Dominique Bourg, propos recueillis par C. Schoune //

# 3 / comment en est-on arrivé là ?

## Quelques clés pour comprendre la crise écologique (et sociétale)

### 3 / 1 // essai d'analyse de l'évolution des sociétés humaines

**«À chaque étape de l'existence humaine, l'être humain adulte avance dans sa quête du Saint Graal, de la manière de vivre tel qu'il le souhaiterait. À chaque niveau de sa quête, il croit avoir trouvé la réponse aux problèmes de l'existence. Pourtant, à sa grande surprise, il est consterné de découvrir que la solution n'est pas celle qu'il avait trouvée. Chaque niveau le laisse déconcerté et perplexe. C'est tout simplement qu'à chaque fois qu'il a résolu un groupe de problèmes, il en trouve un nouveau à la place. Sa quête est sans fin.»**

Clare W. Graves, théoricien de la « spirale dynamique »

Les caractéristiques des sociétés humaines ont profondément évolué depuis le début de l'humanité. Un des traits distinctifs de l'être humain est en effet sa formidable capacité à s'adapter au monde. Lorsque ses conditions d'existence se transforment, il est capable de s'ajuster pour essayer d'en tirer le meilleur parti. Régulièrement, il modifie sa conception du monde et ses systèmes de valeurs de façon à construire le mode d'existence qu'il estime le plus approprié. Et cette évolution/adaptation s'applique aussi bien à l'humanité en général qu'à chaque individu en particulier.

De nombreux chercheurs ont analysé ce processus ; plusieurs modèles tentant de décrire et formaliser le phénomène ont été élaborés. Tous ont leur pertinence mais aussi leurs faiblesses. Nous avons choisi de nous appuyer ici sur celui qui nous semble à la fois le plus rigoureux et le plus complet, à savoir la **spirale dynamique**<sup>17</sup> issue des travaux de Clare W. Graves. Graves a consacré 25 années de recherche à la mise au point de ce modèle qui est validé statistiquement par des milliers de cas.

Selon le modèle de la Spirale dynamique (dont vous trouverez en annexe une présentation détaillée), l'évolution de la société humaine n'est pas aléatoire mais suit une série d'étapes. Dans l'état actuel de cette évolution, on distingue huit systèmes de valeurs<sup>18</sup> alternant priorité donnée à l'expression du soi individuel et priorité donnée au sacrifice du soi au bénéfice du collectif.

Chaque système de valeurs (ou niveau d'existence ou encore «Même») est caractérisé par un niveau de développement psychologique, conception du monde, style de pensée, etc. Ces différents niveaux reflètent les différentes motivations profondes que peuvent avoir les êtres humains en termes de valeurs. Chaque niveau peut s'exprimer de multiples manières et produire des comportements très différents (valeurs de surfaces). La relation que l'Homme entretient avec son environnement naturel et les impacts qu'elle induit varient d'un niveau d'existence à un autre. En fonction des valeurs comportementales de surfaces, l'impact sur l'environnement pourra être différent.

Les deux premiers niveaux, appelés «BEIGE» et «VIOLET» (les couleurs des niveaux, proposées initialement par Christopher Cowan lors d'une présentation, n'ont qu'un objectif pédagogique) ont pour priorité de subsister.

En BEIGE, l'Homme s'attache à satisfaire ses besoins physiologiques. Il domestique le feu mais son impact sur l'environnement reste très faible.

En VIOLET, apparu il y a environ 70.000 ans, il découvre la sécurité que lui apportent l'appartenance à un groupe et le respect des traditions de celui-ci. Le lien avec la nature est important dans la mesure où comprendre le cycle des saisons (la date de migrations des oiseaux, l'apparition de certaines plantes aux vertus alimentaires, curatives ou magiques, etc.), c'est assurer la survie de la tribu<sup>19</sup>. Des études montrent cependant que dès ce niveau déjà, certaines sociétés humaines ont eu un impact considérable et dommageable sur l'environnement. Ainsi, les aborigènes d'Australie ont brûlé des quantités considérables de terres pour rendre leur chasse plus facile<sup>20</sup>. Et les populations arrivées

<sup>17</sup> Fabien et Patricia Chabreuil, La Spirale dynamique. Comprendre comment les hommes s'organisent et pourquoi ils changent, Interéditions, 2008 //

<sup>18</sup> *Ibid* //

<sup>19</sup> [http://www.spiraledynamique.com/Articles/SD\\_Cosmogonie.php](http://www.spiraledynamique.com/Articles/SD_Cosmogonie.php)

<sup>20</sup> Christopher Joyce, «For Early Man, It Wasn't Easier Being Green», NPR, 22 août 2009. Cité dans <http://www.integralpersonality.com/IPBlog/index.php>

il y a environ 12.000 ans sur le continent nord-américain y ont été responsables d'une part considérable – plus de 50% – de l'extinction massive des mammifères<sup>21</sup>.

Les niveaux suivants, « ROUGE » et « BLEU », apparus respectivement il y a 10.000 et 6.000 ans environ, ont pour priorité d'acquérir une identité.

Dans un premier temps, en ROUGE, l'individu se connecte à sa puissance et à sa force personnelle. Le monde est une jungle et la nature doit être conquise. C'est l'apparition de la sédentarisation de l'homme, de l'agriculture et de l'élevage qui implique des modifications substantielles de l'environnement.

Ensuite, avec BLEU, l'individu définit ce qu'il a de commun avec la société dans laquelle il vit et comment cela donne ordre et sens à son existence. Le lien avec l'environnement n'est pas une composante essentielle de ce niveau ; il va donc varier selon les valeurs de surfaces exprimées. Par exemple, les conquêtes espagnoles soutenues par les catholiques ont eu de graves impacts environnementaux (disparition des dodos sur l'île Maurice au 17<sup>ème</sup> siècle, importations de maladies...). A l'inverse, les sociétés influencées par le bouddhisme, ont un profond respect de la nature.

Les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> niveaux, « ORANGE » et « VERT », apparurent respectivement il y a environ 600 et 90 ans. Ils ont pour priorité d'assurer la satisfaction matérielle et émotionnelle. S'étant suffisamment construit avec les niveaux précédents, l'être humain veut ressentir un bien-être personnel.

Il estime d'abord, en ORANGE, qu'il pourra obtenir ce bien-être de la satisfaction de ses désirs matériels grâce aux ressources de la Terre (voir chapitre suivant, 3 / 2 //). Il est évident que cette évolution suivie par orange a causé d'énormes problèmes environnementaux.

Découvrant qu'il reste insatisfait, il croit alors, en VERT, que c'est dans des relations chaleureuses avec les autres qu'il trouvera le bonheur. Il importe de préciser que ce niveau VERT n'a rien à voir avec l'écologie ou les mouvements écologistes. De nouveau, le rapport à l'environnement va varier en fonction des valeurs de surfaces.

Apparus respectivement il y a une trentaine et une vingtaine d'années, les 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> niveaux, « JAUNE » et « TURQUOISE », s'attachent à reconstruire l'homme et le monde. L'être humain fait l'amer constat que même si chacune des étapes précédentes a été utile à un moment donné de son évolution, elle a aussi eu un impact négatif sur lui et sur le monde. Il est temps de le reconstruire.

En JAUNE, tout en continuant à se sentir relié aux autres, l'être humain cherche à développer compétence, responsabilité et autonomie, persuadé que c'est la solution aux problèmes généraux du monde.

En TURQUOISE, il éprouve le besoin d'élargir sa perception dans une vision holistique qui englobe toute vie.

Pour ces deux niveaux, aujourd'hui minoritaires, le lien à l'environnement naturel va également varier d'un individu à l'autre, en fonction des valeurs de surface.

Il est importe de préciser que ces différents niveaux se mettent en place par strates ; les anciens niveaux de valeurs ne disparaissent pas quand les nouveaux surgissent. L'individu, le groupe, la société peuvent les réactiver si les conditions de vie le rendent nécessaire. Autrement dit, une même personne manifeste souvent plusieurs niveaux de valeur dans un contexte donné et des niveaux de valeur différents dans des contextes différents.

Les niveaux se mettent en place en séquence, chacun apportant une contribution indispensable aux niveaux suivants. Il est impossible de sauter un niveau. Aucun niveau ne peut être considéré comme terminal.

21 J. Tyler Faith & Todd Surovell, « Synchronous extinction of North America's Pleistocene mammals »,

Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, 23 novembre 2009.

Cité dans <http://www.integralpersonality.com/IPBlog/index.php>

### 3 / 2 // Esquisse du système de valeurs dominant

Le système de valeurs ORANGE est celui qui a aujourd'hui le plus de pouvoir et dont les intérêts dictent la politique mondiale. L'Amérique du Nord et la majorité des pays d'Europe de l'Ouest culminent dans ce niveau d'existence dont l'élément central est l'expression de soi... calculée de façon à ne pas déclencher l'agressivité des autres.

La vision de ce niveau d'existence est stratégique : il a une vision du futur et une capacité de prévoir les réactions des autres, ce qui lui permet de planifier ses interventions de façon à avoir le meilleur retour sur investissement. Il cherche en priorité le confort et le plaisir matériel. Un matérialisme qui s'accompagne d'un désintérêt pour la vie intérieure et la spiritualité.

Pour atteindre le bien-être matériel, ORANGE mise sur la connaissance et l'action. La science est au service de la technologie, laquelle permet le progrès. Et ce progrès, qu'il soit scientifique, social ou personnel, est perçu comme une loi naturelle : c'est le critère sur lequel on juge le monde.

Le niveau d'existence ORANGE est apparu en trois étapes<sup>22</sup>.

Il a d'abord pris forme sur le plan intellectuel, il y a environ 600 ans, au moment de la Renaissance. Cela s'est traduit dans le domaine scientifique avec la formulation du système héliocentrique par Copernic et en philosophie avec les « Lumières » qui affirment la prééminence de la raison et de l'individu sur le dogme et le collectif.

Les Lumières critiquent l'organisation sociale de l'époque, son absolutisme et son injustice. L'idée de démocratie apparaît parallèlement au concept de séparation des pouvoirs. La croyance que le bien commun naît de la somme des satisfactions individuelles se met en place, notamment dans le domaine économique avec la théorie de la main invisible d'Adam Smith.

A partir de la Révolution industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle, le niveau d'existence ORANGE s'applique dans la vie économique. La Grande-Bretagne, puis la France, suivies de l'Allemagne et des Etats-Unis passent d'une société agraire à une société industrielle. Les taux de mortalité et de natalité baissent. Le développement du salariat et du prolétariat conduit aux premiers mouvements sociaux, lesquels constituent une remise en cause de l'ordre établi caractéristique de la vision dogmatique issue du système de valeurs précédent. ORANGE devient le niveau d'existence dominant en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis à partir de la fin des années trente.

C'est aussi l'époque d'avancées sociales comme le droit de vote, la fin de l'esclavage ou l'égalité des droits entre hommes et femmes, aboutissant in fine à un enrichissement sans précédent qui culminera avec les « Trente Glorieuses », entre la fin de la seconde guerre mondiale et le premier choc pétrolier en 1973.

22 P. et F. Chabreuil, La Spirale Dynamique. Comprendre comment les hommes s'organisent et pourquoi ils changent, *op.cit.* //

Quelque 30% de la population mondiale culmineraient aujourd'hui en ORANGE. Ce sont les pays qui ont vu naître ce niveau d'existence qui représentent toujours la majeure partie de ce niveau. Ceci n'est pas très étonnant puisque, comme l'analyse F. Chabreuil<sup>23</sup>, les pays pauvres fournissent une main d'œuvre, des matières premières et des produits bons marchés permettant d'assurer toujours plus de satisfaction matérielle aux pays dominés par ORANGE.

A l'instar de tous les autres niveaux d'existence, ORANGE n'est ni bon ni mauvais en soi ; il est potentiellement l'un et l'autre. En s'appuyant sur la technologie et le progrès, Orange a donné à une partie de l'humanité une puissance extraordinaire qui a permis de réaliser des accomplissements remarquables, notamment d'un point de vue matériel et social. Ainsi, depuis la seconde guerre mondiale, les pays ayant le niveau ORANGE dominant n'ont connu ni la faim ni la guerre, le taux de mortalité infantile y est minime et l'espérance de vie longue.

Mais ces aspects positifs ne profitent qu'à une minorité de la population mondiale et pour les produire, le prélèvement des ressources et les dégâts sur l'environnement dont nous avons abondamment parlé dans le premier chapitre sont devenus excessifs et dangereux pour la survie même de l'Homme.

Dans le chapitre suivant, nous allons analyser de façon plus précise les limites de ce niveau d'existence ORANGE au travers de quelques concepts caractéristiques dudit niveau : le paradigme de la simplicité ; le progrès et le développement ; le système économique et social qu'est le capitalisme et son chevalier servant, la croissance (économique).

23 *Ibid* //



## 3 / 3 // analyse critique de quelques éléments clés du système dominant

### 3 / 3 // 1 /// rationalité, paradigme de la simplicité, réductionnisme

La Raison et avec elle la Pensée rationnelle régissent de nombreux domaines de notre société. Un des principes fondateurs de la Pensée rationnelle est le « paradigme de la simplicité ». Celui-ci suppose qu'une bonne explication doit être simple, c'est-à-dire que ce qui est complexe doit être réduit à quelque chose de plus simple afin que l'intelligence humaine puisse le comprendre.

Ce paradigme apparaît dans les sciences à partir de la Renaissance et a été à l'origine d'extraordinaires avancées : le progrès scientifique est lié à cette méthode très efficace permettant une emprise sur le monde. Ce n'est pas un hasard si Descartes est à la fois à l'origine de la méthode analytique visant à réduire la complexité à ses éléments les plus simples et celui qui annonce que l'homme est « comme maître et possesseur de la nature ». <sup>24</sup>

Mais selon Edgar Morin, sociologue et philosophe français, ce paradigme de la simplicité est aujourd'hui devenu un danger à la fois pour la pensée et pour le monde. « *Le paradigme de la simplicité [...] met de l'ordre dans l'univers, et en chasse le désordre. L'ordre se réduit à une loi, à un principe [...]. Le principe de simplicité soit sépare ce qui est lié (disjonction), soit unifie ce qui est divers (réduction).* » <sup>25</sup> Et Morin insiste sur les conséquences du paradigme : le découpage de la réalité en sphères d'analyse totalement séparées entre elles. « *La vision non complexe des sciences humaines, des sciences sociales, est de penser qu'il y a une réalité économique, d'un côté, une réalité psychologique de l'autre, une réalité démographique de l'autre, etc [...]. La conscience de la multidimensionnalité nous conduit à l'idée que toute vision unidimensionnelle, toute vision spécialisée, parcellaire, est pauvre. Il faut qu'elle soit reliée aux autres dimensions.* »

James Lovelock <sup>26</sup> abonde dans ce sens lorsqu'il constate « *que le génie fondamental de Descartes, père du réductionnisme, continue d'entraver l'émergence d'une science holistique de la Terre dans laquelle les sciences de la Terre et de la vie forment une seule discipline (...).* » Selon lui, la confiance en la validité des modèles réalisés isolément par les spécialistes des sciences de la Terre et ceux de la vie a eu jusque très récemment un effet néfaste sur la compréhension de la Terre. En effet, les premiers n'incluent pas

<sup>24</sup> Discours de la méthode, 4 //

<sup>25</sup> Edgar Morin, Introduction à la pensée complexe, Seuil, 1990, 2005.

Cité dans <http://www.espacestems.net/document1559.html>

<sup>26</sup> James Lovelock, The Vanishing face of Gaïa. The final warning, *op.cit.* //

les organismes évoluant et répondant dynamiquement aux changements environnementaux tandis que les seconds ne tiennent pas compte des réponses dynamiques de l'environnement...

### 3 / 3 // 2 /// progrès

Nous l'avons vu, le progrès sous toutes ses formes (social, individuel, scientifique, technique...) est un élément fondamental de notre société occidentale. Cette notion de progrès s'oppose à celle de stabilité qui dominait dans le passé.

Le progrès est l'action d'aller vers l'avant, de s'accroître, d'être meilleur. Pour une société ou pour l'humanité, le progrès est l'évolution dans le sens d'une amélioration, une transformation progressive vers plus de connaissance et de bonheur.

En économie, le progrès technique désigne les phénomènes permettant l'amélioration des techniques de production (moindre coût, diversification, diffusion plus large des produits) ou l'apparition de nouveaux produits grâce à l'innovation. <sup>27</sup> Il est indéniable que, dans nos pays, le progrès technologique a permis une série d'avancées sociales remarquables (débouchant notamment sur l'allongement de l'espérance de vie...) et l'accès à un confort matériel sans précédent pour le plus grand nombre.

Aujourd'hui, le progrès en général et le progrès technologique en particulier continuent d'être les leitmotivs de la plupart de nos décideurs. Les innovations technologiques, des biotechnologies, en passant par les OGM, les télécommunications, les nanotechnologies etc. sont censées devoir résoudre à elles seules ou presque les grands maux de l'humanité : la faim dans le monde, les problèmes écologiques, les inégalités sociales... Pourtant ce fameux progrès n'a pas atteint ses objectifs, bien au contraire. Le réchauffement climatique et ses conséquences se font de plus en plus pressants, les pauvres sont de plus en plus pauvres... C'est que les technologies ne sont pas utilisées essentiellement pour le mieux être des humains et/ou de la planète mais pour assouvir des besoins nouveaux, suscités et encouragés par les messages publicitaires, destinés à alimenter la croissance économique basée sur la production et la consommation.

S'interroger collectivement sur le progrès, en particulier sur le progrès scientifique et technique, le mettre en débat est une urgence. Il ne s'agit pas de le nier ou de le rejeter en bloc mais bien de lui redonner du sens, de faire en sorte qu'il réponde à des besoins réels de bien-être social et de protection ou de reconstruction de l'environnement. En gardant constamment à l'esprit que « *pour juger du progrès, il ne suffit pas de connaître ce qu'il nous ajoute; il faut encore tenir compte de ce dont il nous prive.* » <sup>28</sup>

<sup>27</sup> <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Progres.htm>

<sup>28</sup> Baudoin de Bodinat, La vie sur terre. Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes, t.1, Editions de l'Encyclopédie des nuisances, 1196, p.71 cité dans Serge Latouche, Le pari de la décroissance, Fayard, 2006, p.158 //

### 3 / 3 // 3 /// développement

Le terme «développement», proche de l'idée de progrès et au cœur de l'expression «développement durable», nécessite lui aussi d'être interrogé voire remis en question.

Le développement est l'action de faire croître, de progresser, de donner de l'ampleur, de se complexifier au cours du temps. Dans une société dominée par le matérialisme, le développement est surtout perçu collectivement comme synonyme de «développement économique». Un développement économique associé au progrès, concept lui-même lié au capitalisme et à la croissance économique.

Le développement économique désigne les évolutions théoriquement positives dans les changements structurels (démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux...) d'une zone géographique ou d'une population. De tels changements engendrent l'enrichissement monétaire de la population et, jusqu'à un certain point, l'amélioration des conditions de vie. Les pays du Nord ont largement bénéficié de ce développement économique.

Mais comme pour le progrès, le développement économique ne peut être déconnecté d'objectifs sociaux et/ou environnementaux. De plus, le développement ne peut se résumer comme c'est le cas aujourd'hui, à sa simple expression économique.

Le développement d'une société pourrait – devrait – plutôt être entendu comme «la transformation de ses conditions de vie en interaction avec ses possibilités de décision et d'action, notamment politiques»<sup>29</sup>.

### 3 / 3 // 4 /// capitalisme

Le capitalisme est un système qui s'est établi progressivement à partir du début du 16<sup>ème</sup> siècle. Auparavant, l'organisation économique et sociale était basée sur la propriété du sol et sa transmission par héritage et mariage. Les échanges marchands étaient limités à certains produits et ne structuraient pas la société.

Il existe trois grandes phases dans l'histoire du capitalisme<sup>30</sup>: le capitalisme marchand, à partir du 16<sup>ème</sup> siècle; le capitalisme industriel, à partir de la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle; le capitalisme financier, apparu plus récemment.

Même s'ils prennent des formes différentes, ces capitalismes affichent des caractéristiques communes fondamentales: l'accumulation du capital; la recherche du profit; la liberté des échanges économiques et la concurrence économique; la propriété privée des moyens de production; la rémunération du travail par un salaire.

29 Gérard Miryam, De l'environnement au développement durable, Ici et Là-bas, trimestriel édité par Solidarité mondiale, 2004. cité dans Christine Steinbach, Croître ou décroître.

Réflexion autour du modèle de croissance, Points de Repères, n°30, juin 2007, p.14 //

30 Y. de Wasseige, F. de Walque, L'économie au service des gens, Couleurs livres, 2009

Pour de nombreux penseurs (philosophes, politologues, économistes), le capitalisme aurait aujourd'hui largement atteint ses limites. Basé sur le principe d'accumulation individuelle et de croissance perpétuelle, le système impose d'être hyper-compétitif. Et même régulé, il finit par conduire tôt ou tard aux extrémités que nous connaissons: accélération des rythmes, réductions des effectifs d'employés, délocalisation, précarisation des emplois, baisse des rémunérations... «Il faut bien expliquer le miracle moderne de la multiplication des pains (ou des intérêts): comment, avec une croissance de 2 à 3%, générer des plus-values boursières de 15 à 30%? La réponse n'est ni nouvelle, ni mystérieuse: en flexibilisant et en intensifiant le travail. (...) C'est le sens des charrettes massives de licenciements accompagnant les concentrations et fusions.»<sup>31</sup>

Selon André Gorz<sup>32</sup>, à l'échelle macro-économique, moins les entreprises emploient de travail, plus le capital fixe par travailleur est important et plus leur taux d'exploitation, c'est-à-dire le surtravail et la survaleur produits par chaque travailleur, doit être élevé. Mais cette élévation à une limite qui ne peut être indéfiniment reculée, même si les entreprises se délocalisent en Chine, aux Philippines ou au Soudan.

La force du système capitaliste est qu'il s'auto-entretient. Pour Jacques Généreux<sup>33</sup>, qui se réfère aux sciences humaines telles l'anthropologie, la sociologie et la psychologie, notre condition humaine nous invite à concilier deux aspirations indissociables: «être soi» et «être avec les autres». La force de la culture néolibérale du «chacun pour soi» est de s'appuyer sur nos penchants narcissiques et égoïstes en survalorisant l'individu, la performance et le mérite individuel.

La critique du philosophe Christian Arnperger<sup>34</sup> va plus loin encore: «Le capitalisme ne peut pas être le partenaire de la solidarité, il ne peut qu'en être le rival.». Le capitalisme plonge ses racines dans nos angoisses existentielles de perte et de mort. Le gavage matériel remplit le vide de la vie et l'accumulation de capital fleure bon l'immortalité. Dès lors, on ne peut se contenter de «moraliser» l'économie à coup de lois et de contraintes. «La sociale-démocratie» dit Arnperger «est comme un mélange d'huile et d'eau. Si on secoue assez fort, assez longtemps, le liquide devient homogène: il est possible à force de lois et de contraintes, de forcer chaque possédant à renoncer à la sécurité de sa richesse pour contribuer à la sécurité de ceux qui en possèdent moins. Mais laissez le mélange reposer, l'huile se séparera rapidement de l'eau: dès qu'ils en ont la possibilité, les plus riches, tenaillés par leur angoisse existentielle, se relancent dans la course de l'accumulation, jetant par-dessus bord toutes les solidarités qu'ils parviennent à détricoter.»

31 Daniel Bensaid, Revue AgonE, n° 22, 1999, pp.21-36 cité dans Nicolas Ridoux, La décroissance pour tous, *op.cit.*, p.33 //

32 André Gorz, La sortie du capitalisme a déjà commencé, Politique, n° 56, octobre 2008 //

33 Jacques Généreux, «La Dissociété», Seuil, 2006 et Le Soir, 27/11/2006 //

34 La Libre Belgique, 19/12/2005, C. Arnperger, Consommez à mort? et C. Arnperger,

Critique de l'existence capitaliste: Pour une éthique existentielle de l'économie, du Cerf, 2005 //

Un capitalisme durablement égalitaire et solidaire serait donc impossible. Il nous faut accepter lucidement la finitude de la Terre et de toutes ses ressources et ne pas chercher à utiliser les rouages de l'économie pour faire porter nos angoisses par d'autres. Il nous faut « *créer une société où sollicitude, compassion, acceptation de la vulnérabilité guident l'organisation économique. Une société où règnent l'échange humanisé, la solidarité, une bonne dose de gratuité, et où notre désir effréné d'expansion et d'accumulation puisse s'auto-limiter* ». Bref, construire une société non capitaliste où le marché économique et la concurrence seraient des éléments mineurs de l'existence.

### 3 / 3 // 5 /// productivisme

Le productivisme est intimement lié à l'idée de matérialisme, d'abondance et de confort propre au niveau Orange. Il fait partie intégrante de la logique capitaliste. Il se définit comme « *un système d'organisation de la vie économique dans lequel la production et la productivité sont données comme objectifs essentiels*<sup>35</sup> ».

Il s'agit donc d'augmenter la production à tout prix, notamment au travers de la productivité. Pouvant s'avérer désastreuse sur le plan social, cette logique a également des conséquences importantes d'un point de vue environnemental, Elle a ainsi provoqué et continue de provoquer des dégradations de l'environnement et des pollutions irréversibles. En outre, la logique productiviste ayant pour fondement l'augmentation quantitative à tout prix, elle se fait au détriment de la qualité des produits ce qui s'avère *in fine* également préjudiciable à l'environnement (cf. plus loin le chapitre 4 / 1 // 2 /// 3 relatif au recyclage et plus précisément le passage consacré à « l'obsolescence programmée »).

### 3 / 3 // 6 /// croissance (économique)

Le concept de croissance apparaît indissociable de ceux de progrès et de développement. Et comme pour eux, la croissance est aujourd'hui assimilée dans l'inconscient collectif occidental à l'économie : croissance égale « croissance économique », chevalier servant d'un système capitaliste basé sur la production et la consommation.

La croissance économique désigne l'augmentation de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée qui est généralement une période longue. Cette quantité de biens et services est mesurée chaque année et pour chaque pays avec le PIB (Produit Intérieur Brut – voir ZOOM page 39).

La croissance économique, aussi bien comme phénomène que comme donnée objective, est quelque chose de récent, lié à l'urbanisation des sociétés et à l'apparition de statistiques nationales. Le PIB a ainsi été institué dans les pays occidentaux, leurs dépendances et au Japon après la seconde guerre mondiale et il n'apparut dans les autres pays qu'après les années 1970.

35 Le Petit Robert //

Aujourd'hui, la croissance économique est le dogme central de l'économie moderne, le principe qui régit tout le commerce international. Gouvernements, institutions internationales, économistes, journalistes, syndicalistes, etc. la placent de manière récurrente comme objectif prioritaire... au nom des peuples et de leur bien-être. Certes, des tensions existent au niveau de la répartition des fruits de cette croissance entre ceux qui accumulent indéfiniment les profits et ceux qui veulent une répartition plus équitable de la richesse créée par le travail. Peu de personnes cependant font le pas de remettre en cause l'objectif même de « croissance » économique. Et cet unanimité interpelle : d'où vient cette obsession de la croissance très généralement partagée... ?

De façon simplifiée, le système économique actuel est basé sur deux caractéristiques, la production et la consommation de biens et services qui, ensemble, stimulent la croissance économique.

L'objectif principal pour une majorité d'entreprises est de faire du profit. Dans cette optique, elles cherchent à minimiser les coûts en améliorant l'efficacité des procédés. Les améliorations technologiques permettent de produire plus de biens pour une même quantité donnée de travail, de capital et de ressources. Ceci stimule la demande grâce à la réduction des prix. Mais cela signifie aussi que la productivité du travail augmente et que moins de gens sont nécessaires pour produire la même quantité de biens chaque année. D'où une pression à la baisse sur l'emploi qui est seulement levée si la production de biens et services augmente. Au niveau national, cela signifie qu'il faut une croissance de l'économie.

Autrement dit, le progrès technologique ne permet pas de réduire *in fine* les quantités de biens produits et consommés. Ce qui pose clairement les limites de la « croissance verte » prônée par certains et dont nous verrons plus loin, notamment à travers l'analyse de « l'effet rebond », qu'elle conduit à l'impasse.

L'appât du gain stimule également continuellement les entreprises dans la recherche de nouveaux produits et services, attractifs et peu chers. Dans cette logique, leur capacité d'adaptation et d'innovation pour concevoir, produire et promouvoir des produits non seulement nouveaux mais aussi attractifs est vitale. Mais la production continue de nouveaux biens serait de peu d'intérêt s'il n'y avait pas de marchés et donc des consommateurs pour écouler ces produits.

Selon T. Jackson<sup>36</sup>, la nature de la demande est intimement liée au rôle symbolique que les biens matériels jouent dans nos vies. Le « langage des marchandises » nous permet de communiquer avec les autres en termes de statut social, d'identité et d'appartenance sociale. Et le risque d'en faire une obsession et de penser, comme le publicitaire français Jacques Séguéla, que « *si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, c'est qu'on*

36 Tim Jackson, Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy, Sustainable Development Commission téléchargeable sur [http://www.sd-commission.org.uk/file\\_download.php?target=/publications/downloads/prosperity\\_without\\_growth\\_report.pdf](http://www.sd-commission.org.uk/file_download.php?target=/publications/downloads/prosperity_without_growth_report.pdf)

a raté sa vie» n'est pas négligeable...<sup>37</sup> Ce risque est d'autant plus grand que la publicité joue habilement sur ce registre du « toujours plus égale mieux » pour induire la consommation et que, dans le même temps, le crédit permet l'accès des produits au plus grand nombre.

Le désir supposé sans fin du consommateur est le complément idéal du désir sans fin d'innovation de l'entrepreneur. Ces deux processus s'« auto-renforcent » et c'est exactement ce qui est nécessaire pour stimuler la croissance.

Les autorités publiques sont complices de ce système mais d'une certaine manière, dans le contexte économique actuel, c'est assez compréhensible. En effet, plus les entreprises produisent, plus elles investissent et en théorie embauchent. Avec les revenus supplémentaires des salaires, la consommation augmente et les profits des entreprises de même. Ce phénomène de croissance produit les rentrées fiscales nécessaires pour financer les dépenses et investissements publics comme les soins de santé, l'enseignement public... : le budget national est calculé en fonction de la croissance.

Si l'économie ne croît pas, il y a une pression à la baisse sur l'emploi et les gens perdent leur travail. Avec moins d'argent dans l'économie, les rentrées fiscales baissent et les dépenses publiques sont réduites. Les gouvernements doivent emprunter plus pour maintenir au moins partiellement les dépenses publiques mais aussi pour restimuler la demande. Ce qui entraîne une augmentation de la dette publique. La spirale de la récession est lancée. La croissance apparaît donc indispensable au système pour l'empêcher de s'effondrer. Nous nous trouvons dès lors face à un terrible dilemme : au sein de cette économie capitaliste basée sur la production et la consommation de biens, une croissance positive n'est pas soutenable pour l'environnement... mais une croissance négative apparaît intenable politiquement et socialement avec notamment une augmentation du chômage.

37 <http://www.integralpersonality.com/IPBlog/archives/525-Jai-rate-ma-vie.-Et-vous.html>

## zoom

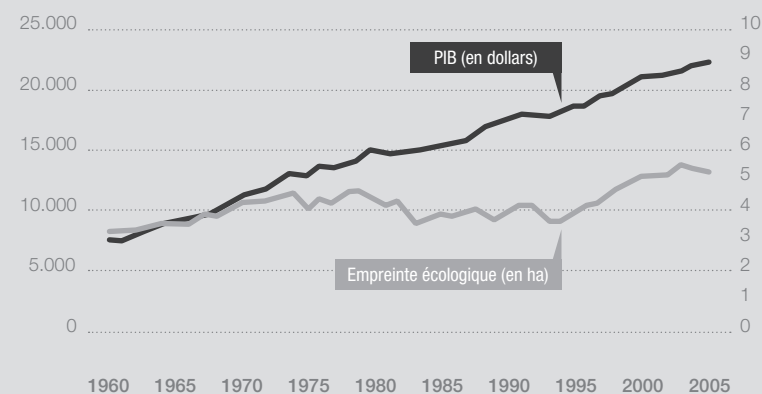
### Le PIB, un indicateur préjudiciable à l'environnement et au bien-être

Concrètement, la croissance est mesurée par le PIB (Produit intérieur brut), indicateur institué dans la plupart des pays après la seconde guerre mondiale afin d'orchestrer l'effort de reconstruction. Le PIB équivaut à la somme de tous les biens et services marchands produits au cours d'une année donnée. Mais cet outil devenu tout puissant n'est pas sans poser problème.

D'abord, une croissance économique infinie basée sur la production et la consommation est incompatible avec un monde fini. Tôt au tard, cette croissance, même « dématérialisée » se heurtera aux limites de la Terre. Le graphique ci-dessous montre bien l'augmentation constante de l'empreinte écologique par personne en lien avec l'augmentation du PIB en Belgique.

#### Empreinte écologique et PIB / habitants de 1961 à 2005

(source: WWF, Empreinte écologique, France et Belgique, supplément au rapport « Planète Vivante » 2008)



*Mais ce n'est pas le seul problème.*

*Aucune considération qualitative quant à l'effet positif ou négatif des productions n'est prise en compte. La reconstruction d'un pays après une guerre ou un tremblement de terre est comptabilisée positivement par le PIB. Tout comme l'accident de voiture de Monsieur Economicus, les dégâts des eaux survenus dans sa maison, le cambriolage dont il a été victime puisque pour restaurer ou remplacer tous ses biens, il a dû dépenser une somme d'argent considérable. Pas sûr pourtant que son bien-être ait été amélioré... Aux USA, plus de la moitié du PIB est ainsi liée à des coûts de réparation ou à la destruction irréversible de certaines ressources dont l'épuisement est compté positivement<sup>38</sup>!*

*Autre défaut majeur reproché au PIB: il ne comptabilise pas ce qui n'est pas chiffrable, comme le bénévolat, les tâches ménagères, les actes de gratuité, la naissance d'un être humain... autant d'éléments pourtant d'une richesse incontestable pour l'Homme.*

*Robert Kennedy résumait bien ces deux derniers points: «Notre PIB, (...) comprend aussi la pollution de l'air, la publicité pour les cigarettes, et les courses des ambulances qui ramassent les blessés sur les routes. Il comprend la destruction de nos forêts et la destruction de la nature. Il comprend le napalm et le coût du stockage des déchets radioactifs. En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, de la gaieté de leurs jeux, de la beauté de notre poésie, ou de la solidité de notre mariage. Il ne prend pas en considération notre courage, notre intégrité, notre intelligence, notre sagesse. Il mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue.»<sup>39</sup>*

*Ce Produit intérieur brut serait-il malgré tout, comme nombre d'économistes l'affirment, un bon indicateur de bien-être pour notre société occidentale? Il semble bien que non.*

*Depuis les années 70, alors que le PIB continue d'augmenter, la «satisfaction de vie»<sup>40</sup> des Occidentaux stagne voire même décroît – tel est notamment le cas en Belgique<sup>41</sup>, indiquant ainsi un découplage de la croissance économique et du bien-être. Dans le même ordre d'idées, la croissance de la vente des antidépresseurs montre une évolution parallèle à celle du PIB...*

38 Aurélien Boutaud, Fracture sociale, fracture écologique: la terre est malade...

et si on changeait de thermomètre?, WWF-France 2003 //

39 Cité dans Serge Latouche, Le pari de la décroissance, *op.cit.*, p.70 //

40 Evaluation par sondage de la satisfaction globale que procure la vie. Voir à ce sujet, I. Cassiers, C. Delain, La croissance ne fait pas le bonheur: les économistes le savent-ils? Regards économiques, n° 38 mars 2006 //

*En réalité, il semblerait qu'au-delà d'un certain niveau de PIB, l'impact des revenus sur le bien-être est davantage fonction non pas du niveau de revenu lui-même mais des inégalités entre les revenus au sein d'un même pays<sup>42</sup>.*

*Pour ce qui est de savoir si une augmentation du PIB permet d'améliorer les droits fondamentaux comme l'espérance de vie, l'éducation, la réduction de la mortalité infantile, la réponse apparaît nuancée. Un minimum de richesse semble nécessaire mais au-delà de revenus supérieurs à environ 15.000 dollars (19.000 euros) par habitant par an, l'impact de la croissance («the returns to growth») sur ces droits fondamentaux diminue sensiblement<sup>43</sup>. Certains pays obtiennent ainsi des scores remarquables au niveau des droits fondamentaux cités ci-dessus tout en ayant des revenus nettement plus faibles que les pays les plus riches.*

*Quant à l'efficacité de la croissance économique pour créer de l'emploi et combler les inégalités sociales, elle apparaît aussi particulièrement limitée.*

*En Wallonie, de 1981 à 2005, le nombre de chômeurs complets indemnisés a quasi doublé, passant de près de 110.000 à plus de 210.000 personnes<sup>44</sup>... pendant que la valeur du PIB belge par habitant progressait de 80% durant la même période. On pourra certes nous rétorquer que sans la croissance, la situation aurait été pire mais quoi qu'il en soit, la richesse des pays du Nord n'ayant jamais été aussi importante, on est en droit de penser qu'elle aurait pu à tout le moins résoudre les problèmes de chômage. Autrement dit, si la croissance n'a pu contribuer à résoudre la problématique du chômage en période faste, on voit mal comment elle y réussirait en temps de crise(s)... III*

41 *Ibid* //

42 Tim Jackson, Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy, *op.cit.* p.39 //

43 Tim Jackson, Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy, *op.cit.*, p.41 //

44 [http://ecodata.mineco.fgov.be/mdf/ts\\_structur.jsp?table=ZCHA7](http://ecodata.mineco.fgov.be/mdf/ts_structur.jsp?table=ZCHA7)

## 3 / 4 // l'impact de la démographie

La population mondiale est passée de 1 milliard de personnes en 1800 à près de 7 milliards aujourd'hui. Selon les spécialistes, cet accroissement ralentira légèrement pendant la 1<sup>ère</sup> moitié du 21<sup>ème</sup> siècle<sup>45</sup> mais nous devrions néanmoins être 9 milliards d'humains à l'horizon 2050.

Deux variables déterminent la dynamique d'une population : les taux de natalité et de mortalité. Longtemps, l'équilibre de la population s'est maintenu avec un taux de natalité fort mais un taux de mortalité tout aussi fort d'où un accroissement démographique faible. Au 18<sup>ème</sup> siècle, avec les progrès alimentaires et sanitaires, le taux de mortalité chute fortement en Europe tandis que la natalité reste forte, ce qui rompt ainsi l'équilibre démographique. La population européenne se met alors à croître rapidement.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, suite à un changement des mœurs qui s'adaptent aux précédents progrès, la natalité se met elle aussi à décroître et un nouvel équilibre s'installe.

Ce passage d'un équilibre démographique basé sur une mortalité et natalité fortes à un nouvel équilibre reposant sur des mortalité et natalité faibles s'appelle la « transition démographique ». Elle dépend fortement du niveau de développement.

A l'échelle mondiale, la mortalité recule de façon fulgurante au 20<sup>ème</sup> siècle. S'en suit alors une accélération brutale de la population : l'espérance de vie d'une personne née entre 1950 et 1955 est de 47ans ; celle de d'une personne née entre 2000 et 2005 est de 65 ans. Le taux de croissance mondiale atteint un pic de 2% de 1965 à 1970. De 2000 à 2005, la population mondiale ne croît plus « que » de 1,2%. Le taux de natalité à beau faiblir, les femmes en âge d'enfanter sont si nombreuses que les naissances restent encore supérieures aux décès.

L'éducation des femmes, la prospérité et la diffusion des méthodes contraceptives sont les principaux facteurs qui font baisser le taux de natalité depuis les années 1970.

Une femme met aujourd'hui au monde en moyenne 2,6 enfants, contre 4,5 début des années 1970. La chute de la natalité est spectaculaire dans de nombreux pays, y compris en Afrique, Asie et Amérique latine (Algérie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Iran, Mexique, Thaïlande...). Tant et si bien que dans les années 2000, la baisse globale de la natalité et le ralentissement du taux de croissance de la population mondiale qui en découle ont eu pour effet d'évincer la démographie de l'agenda de la politique mondiale... Pourtant, sur une planète aux ressources très limitées et aux écosystèmes fragiles, la démographie reste un enjeu considérable du 21<sup>ème</sup> siècle. De près de 7 milliards d'êtres humains en 2009, la Terre en hébergera, selon les estimations moyennes, 9,1 milliards en 2050. Et environ 95% de la croissance totale de la population aura lieu dans les pays en développement.

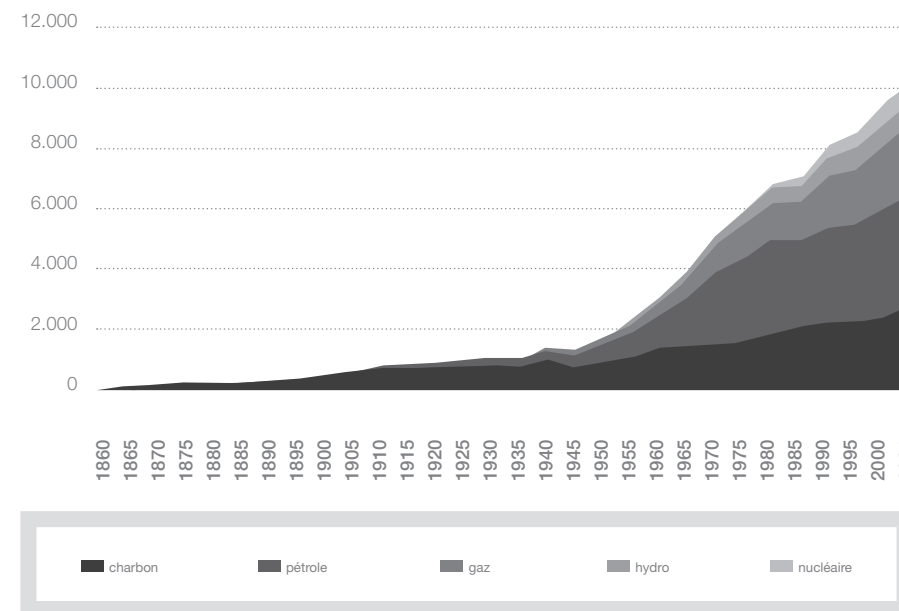
<sup>45</sup> La Revue Durable - Dossier Démographie : objectif partage, n° 24, mars-avril 2007, p.16 //

Comme le dit Cornelius Castoriadis, philosophe et économiste français d'origine grec, « *la relation entre l'explosion démographique et les problèmes de l'environnement est manifeste*<sup>46</sup> ». Avec l'augmentation de la population mondiale, on observe une pénurie des ressources naturelles comme l'eau potable et les ressources non renouvelables – notamment les combustibles, une augmentation de la pollution industrielle et urbaine – entre autres les émissions de CO<sub>2</sub>, les déséquilibres de systèmes écologiques vitaux comme les forêts tropicales et les océans.

Comme l'atteste les deux graphiques ci-dessous, la courbe de l'accroissement démographique se calque plus ou moins sur le niveau des prélèvements des ressources naturelles.

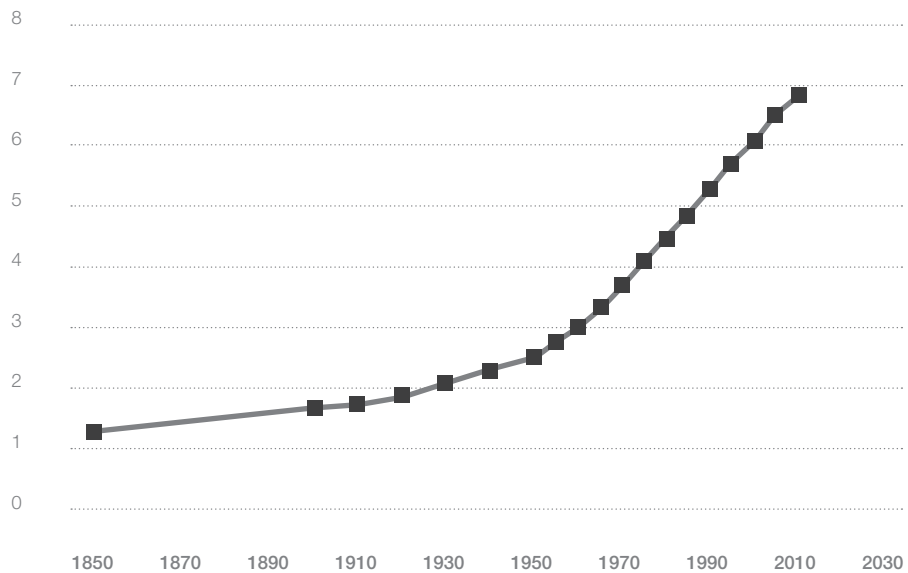
### Evolution de l'utilisation des ressources énergétiques au niveau mondial

(source : [www.manicore.com](http://www.manicore.com))



<sup>46</sup> Cornélius Castoriadis, L'écologie contre les marchands, in Une société à la dérive, Seuil, 2005, p.243 cité dans Latouche, le pari de la décroissance, *op.cit.*, p.136 //

Evolution de la population mondiale de 1850 à nos jours  
(en milliards de personnes)



## 4 / des réponses jusqu'ici inefficaces

Les problèmes et impasses évoqués dans « l'état des lieux planétaire » dressé au chapitre 2 sont connus depuis plusieurs décennies. Les dégradations écologiques consécutives à la révolution industrielle ont graduellement fait émerger une prise de conscience des dimensions finies de la planète Terre. Cette prise de conscience s'est progressivement structurée autour des premiers mouvements naturalistes puis s'est consolidée à la fin des années soixante suite à la médiatisation des premières vues satellitaires de la Terre.

En 1972, le Club de Rome, composé de chercheurs issus du Massachusetts Institute of Technology (MIT), publie un rapport intitulé « Halte à la croissance? »<sup>47</sup> et jette un premier gros pavé dans la mare en mettant en cause les dogmes de la croissance et du développement. Ce document scientifique (et pas politique!) démontre par modélisation mathématique que la croissance matérielle perpétuelle conduira tôt ou tard à un « effondrement » du monde qui nous entoure et que, même en étant très optimiste sur les capacités technologiques à venir, sur notre aptitude à recycler ou à économiser les matières premières que nous consommons, sur le contrôle de la pollution ou encore sur le niveau des ressources naturelles, cet effondrement se produira avant 2100. Par « effondrement » il ne faut pas entendre la fin de l'humanité mais bien la diminution

47 D. Meadows, D. Meadows, J. Randers, W. Behrens Halte à la croissance ?

Rapport sur les limites de la croissance, Fayard, 1973 (titre en anglais Limits to growth, Universe Books, 1972) //

brutale de la population accompagnée d'une dégradation significative des conditions de vie (baisse importante du produit industriel par tête, du quota alimentaire par tête, etc.) de la fraction survivante<sup>48</sup>.

Les rendez-vous internationaux se sont ensuite succédés pour interroger le devenir de notre planète. En est sorti le concept de « Développement Durable », défini pour la première fois en 1987 dans le « Rapport Brundtland » : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de « besoins » et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité ;
- l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »<sup>49</sup>

Mis en débat lors du Sommet de la Terre qui se tint à Rio en 1992 et rassembla pas moins de 178 pays, ce concept fut officiellement consacré au Sommet de Johannesburg, en 2002, mais sans réelles perspectives de changement.

Au travers de cette « nouvelle utopie mobilisatrice », il s'agissait à Rio de prendre des engagements pour le 21<sup>ème</sup> siècle en vue de faire face à deux enjeux de taille : d'une part, la dégradation de l'environnement et la déplétion des ressources et, d'autre part, l'écart grandissant entre les pays riches et les pays pauvres, ces derniers ne pouvant assurer la satisfaction des besoins fondamentaux de leurs populations.

La Conférence de Rio a été marquée par l'adoption d'un texte fondateur, la « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » qui formule 27 principes devant servir de cadre aux Etats pour la prise de décision.

En outre, un programme d'actions dit Agenda 21<sup>50</sup> – en référence au 21<sup>ème</sup> siècle – a été adopté afin de décliner concrètement les principes énoncés pour s'orienter vers un développement durable des activités humaines sur la planète.

Toutes les régions et les Etats du monde ont par ailleurs été invités à rédiger et à mettre en œuvre stratégies et plans de Développement Durable.

L'Union européenne a établi une première stratégie de Développement Durable en 2001 avec pour objectif de « concilier les politiques ayant pour objet un développement du-

48 Voir l'analyse de JM Jancovici [http://www.manicore.com/documentation/club\\_rome.html](http://www.manicore.com/documentation/club_rome.html)

49 Rapport Brundtland, Notre Avenir à tous, 1987 téléchargeable sur [http://www.wikilivres.info/wiki/Rapport\\_Brundtland](http://www.wikilivres.info/wiki/Rapport_Brundtland)

50 <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/>



nable du point de vue environnemental, économique et social, afin d'améliorer de façon durable le bien-être et les conditions de vie des générations présentes et à venir». En 2006, le Conseil européen a adopté une nouvelle stratégie en faveur du Développement Durable pour l'Union européenne élargie.

La Belgique a quant à elle rédigé deux Plans fédéraux de Développement Durable «2000-2004» et «2004-2008» ainsi qu'un avant-projet «2009-2012» qui a déjà été soumis à l'avis des stakeholders. En 2005, un texte cadre de la stratégie nationale de Développement Durable a été adopté par l'ensemble des niveaux de pouvoir belge.

Au niveau régional, la Wallonie a lancé une dynamique début 2006 pour se définir une stratégie de Développement Durable... mais aucun texte n'a encore été adopté à ce jour. Enfin, les autorités communales sont également invitées à définir une stratégie, un plan de Développement Durable, au travers de l'Agenda 21 local. Toutefois, très très peu de communes wallonnes ont lancé de telles dynamiques.

Quelles sont les réponses proposées par les autorités publiques et par les économistes pour répondre à cet enjeu de «Développement Durable»? Quelle est leur efficacité par rapport aux enjeux environnementaux?

C'est ce que nous allons analyser dans les pages qui suivent.

## 4 / 1 // le mythe du découplage

La réponse conventionnelle au dilemme de la croissance est d'opérer un découplage entre la croissance économique d'une part et l'utilisation des ressources non renouvelables d'autre part. Cet objectif apparaît central dans les stratégies et plans de Développement Durable tant au niveau européen que belge. Mais est-il réaliste?

### 4 / 1 // 1 /// découplage absolu et découplage relatif : tendances et perspectives

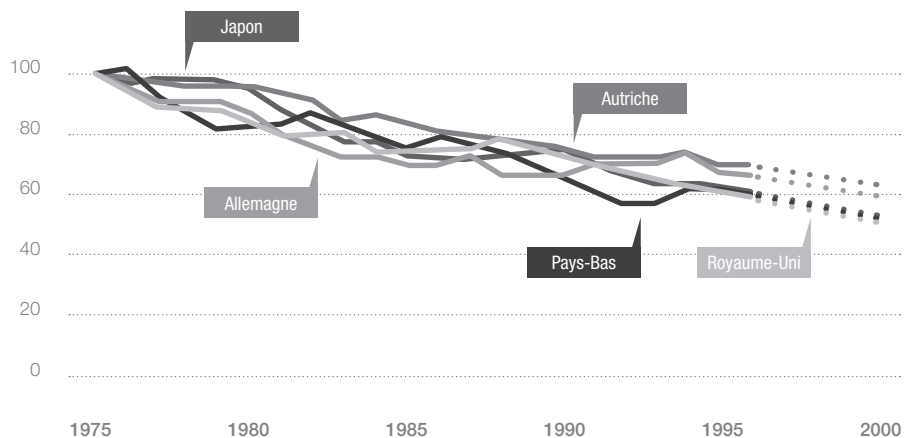
Avant toute chose, il est essentiel de faire la distinction entre découplage «relatif» et découplage «absolu».

Dans le cas du découplage «relatif», la croissance des pressions sur l'environnement est moins rapide que celle de l'économie. Autrement dit, ce découplage se réfère à une diminution de l'impact environnemental par unité de production économique. Dans le cas du découplage «absolu», l'utilisation des ressources et la pression sur l'environnement diminuent de façon absolue avec l'augmentation de l'activité économique. Il est évident qu'en termes d'objectif environnemental, seul le découplage absolu est intéressant.

Pour ce qui est du découplage relatif, l'objectif semble atteint. Ceci est peu surprenant puisque notre économie excelle en matière de progrès technologique et que les ressources naturelles représentent un coût important pour les producteurs. La recherche du profit stimule une recherche continue pour améliorer l'efficacité et réduire le coût des intrants. Le graphique page suivante illustre l'évolution de «l'intensité matérielle» – c'est-à-dire le rapport entre le PIB et l'extraction des ressources (tous deux arbitrairement fixés à 100 en 1975) – pour les 5 pays les plus avancés au cours du dernier quart du 20<sup>ème</sup> siècle.

### Intensité matérielle dans les pays de l'OCDE entre 1975 et 2000

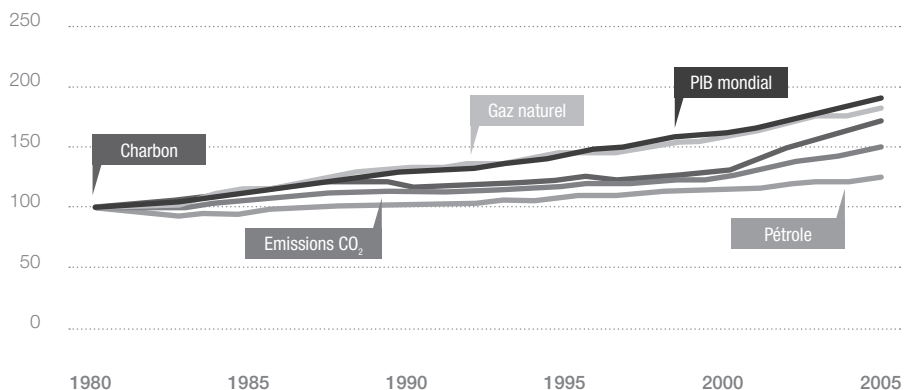
(source : T. Jackson, Prosperity without growth. The transition to a sustainable economy.)



Qu'en est-il du découplage absolu ? A l'échelle mondiale, les graphiques suivants montrent de façon évidente que le découplage absolu n'est atteint ni pour les énergies fossiles et les émissions de CO<sub>2</sub>, ni pour les minerais métalliques.

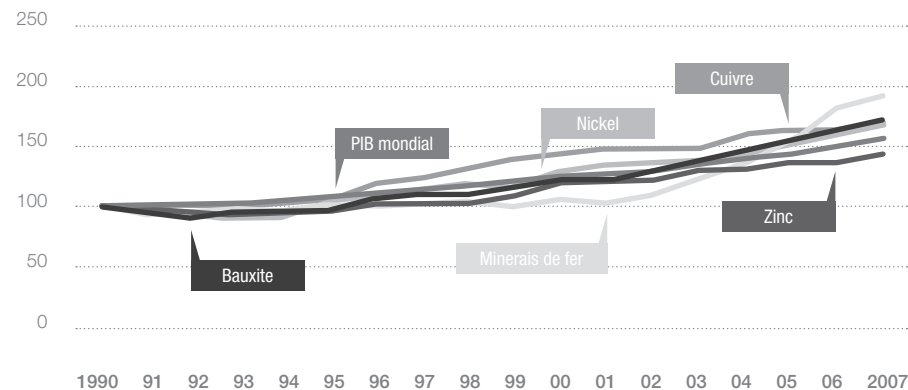
### Evolution de la consommation d'énergie fossile et des émissions de CO<sub>2</sub> entre 1980 et 2007

(source T. Jackson, *op.cit.*)



### Evolution globale de l'extraction de métaux primaires entre 1990 et 2007

(source : T. Jackson, *op.cit.*)



Les solutions technologiques (efficacité des ressources, réduction des volumes de ressources utilisées via le recyclage par exemple, énergies renouvelables...) sont largement privilégiées pour opérer un découplage absolu entre la croissance économique et les impacts sur l'environnement. Cependant, au regard des tendances actuellement connues, une analyse sur base de l'équation d'Ehrlich,  $I = PAT$  – soit : l'impact (I) d'une société sur l'environnement relève de trois facteurs : la taille de la population (P), l'abondance de biens et services consommés par habitant (A) exprimé en revenu par personne et les technologies utilisées (T) – ne nous donne aucune raison d'espérer que ces solutions technologiques puissent à elles seules atténuer les effets négatifs de la croissance économique.

Tim Jackson a ainsi élaboré quatre scénarios prospectifs en utilisant cette équation d'Ehrlich (qui n'est pas un modèle mathématique rigoureux mais offre un cadre conceptuel utile pour la démonstration).

Le graphique ci-dessous compare l'intensité de carbone au niveau mondial en 2007 avec celles requises selon ces scénarios prospectifs pour obtenir en 2050 une stabilisation en CO<sub>2</sub> à 450 ppm – parties par millions – dans l'atmosphère (un niveau déjà supérieur à celui souhaitable pour faire face à l'enjeu climatique, soit 350 ppm).

Selon le **scénario 1** – 9 milliards de personnes sur Terre et une croissance du revenu de 1,4 par an –, l'intensité carbone de la production économique pour atteindre l'objectif de stabilisation à 450 ppm de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère devra être 21 fois inférieure à celle d'aujourd'hui.

Dans le second **scénario 2** – 11 milliards de personnes et une croissance de revenu de 1,4% par an – l'intensité carbone devra être cette fois 26 fois inférieure.

Dans ces deux premiers scénarios, le monde est toujours très inéquitable en termes de bien-être matériel. Si on met tout en œuvre pour faire en sorte d'équilibrer les revenus entre tous les pays du monde sur base du revenu européen, sans croissance économique d'ici 2050 (**scénario 3**), l'intensité carbone de la production économique devra être 55 fois plus faible que maintenant.

Et avec une croissance économique de 2% pour tous d'ici 2050 (**scénario 4**), elle devra alors être 130 fois plus faible!

(Notons au passage que cette démonstration rejoint par ses conclusions celle de George Monbiot énoncée en ouverture de ce dossier.)

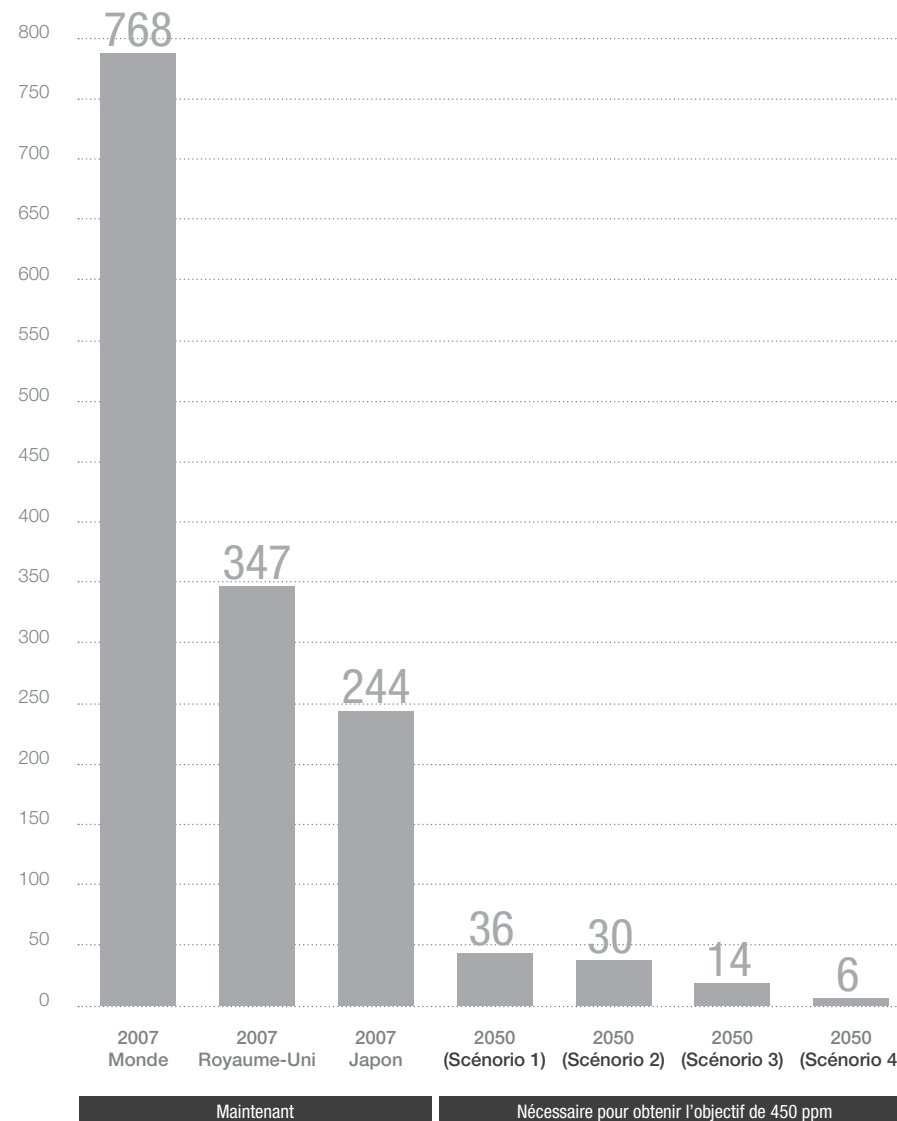
Pour atteindre de telles réductions, le progrès technique devrait subir une accélération jamais connue dans l'histoire de l'humanité.

A titre d'exemple, l'intensité carbone est passée d'un peu plus d'1 kg par dollar US (kgCO<sub>2</sub>/\$) en 1980 à 770 grammes de CO<sub>2</sub>/\$ en 2006. Qui plus est, l'introduction du progrès technique bouleverse le tissu social et nécessite la mise en place de nouvelles règles. Cette accélération reste donc également inconcevable d'un point de vue social.

Certes, le potentiel technologique n'a sans doute pas été entièrement exploré mais penser atteindre une telle décarbonation de l'économie uniquement par ce biais et dans une perspective de croissance est tout bonnement irrationnel. Quel paradoxe pour une société dominée par la Raison...

**Intensité carbone du PIB (grCO<sub>2</sub> / \$) en 2007 et celles requises pour atteindre l'objectif de stabilisation à 450 ppm de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère en fonction de quatre scénarios prospectifs**

(source: T. Jackson, *op.cit.*)



#### 4 / 1 // 2 /// principaux outils utilisés pour opérer le découplage entre croissance économique et impacts écologiques

Plusieurs outils sont utilisés par les autorités publiques pour opérer un découplage entre la croissance économique et les impacts écologiques. Ces outils ne remettent pas en cause le modèle « production-consommation » et la croissance économique en tant que telle. Revue de détail.

#### 4 / 1 // 2 /// 1 //// technologies propres ou « l'efficacité technologique »

Cette stratégie consiste à trouver, par le biais de la recherche scientifique et technologique, des rendements énergétiques et en matières premières toujours plus élevés et ce, tout le long du cycle de vie du produit (facteurs 4<sup>51</sup>, « cradle to cradle »...). Des produits et des services les moins gourmands en ressources remplacent ceux qui sont moins éco-efficaces.

Pour des raisons économiques liés au prix des énergies fossiles et des matières premières qui augmentent, les entreprises y sont aujourd'hui de plus en plus favorables. Les Etats mettent en place une série d'outils incitatifs pour encourager cette conversion : primes, taxes... Mais le bémol quant à l'utilisation de cette stratégie est de taille. Le Bureau belge du plan le reconnaît explicitement dans son Rapport fédéral du développement durable 2000-2004<sup>52</sup> : « La modification de la structure de l'économie couplée à des progrès technologiques a engendré une diminution de l'intensité énergétique de l'économie belge entre 1970 et 2003 c'est-à-dire que pour produire le même bien ou le même service, de moins en moins d'énergie est utilisée. Toutefois comme la quantité totale de biens et services produits a augmenté plus vite que les économies d'énergie réalisées sur chacun de ces produits, la consommation d'énergie primaire en Belgique a continué en moyenne à augmenter de 1% par an entre 1970 et 2003 ».

Ceci est expliqué par l'**effet rebond** qui, pour l'énergie<sup>53</sup>, peut être défini de la manière suivante : « Si un progrès technologique rend l'équipement plus efficace en énergie, moins d'énergie est utilisée pour produire la même quantité d'un produit ou service, ce qui permet à l'entreprise de diminuer le prix de vente du produit ou du service. Cependant, la baisse du prix augmente la demande du produit ou service, donc la quantité produite augmente également. Les économies d'énergie initialement prévues sont donc en partie compensées par une plus grande production. »

51 La notion de Facteur 4 désigne un objectif ou engagement écologique qui consiste à multiplier par 4 l'efficacité des modes de production, c'est-à-dire produire autant de richesse en utilisant quatre fois moins de matières premières et d'énergie //

52 Comprendre et gouverner le développement – Rapport fédéral sur le développement durable 2000-2004, p.66 //

53 L'effet rebond peut être élargi à toute utilisation de ressources ainsi qu'à tous les impacts sur l'environnement. Selon François Schneider, l'effet rebond est défini comme « l'augmentation de consommation liée à la réduction des limites à l'utilisation d'une technologie, ces limites pouvant être monétaires, temporelles, sociales, physiques, liées à l'effort, au danger, à l'organisation... » //

Un exemple : la voiture. Les récents progrès technologiques ont permis de produire des moteurs plus efficaces, plus sobres et moins polluants. Cependant, ces progrès n'ont eu d'impacts réducteurs ni sur la quantité totale de carburants consommée, ni sur la pollution automobile globale et ce pour diverses raisons. Une voiture qui consomme moins n'incite pas à rouler moins ; au contraire, le fait de vider moins vite son réservoir peut inciter à rouler davantage. Le gain de consommation est compensé négativement par une augmentation du poids et des équipements des automobiles (climatisation...). En 10 ans, le nombre de voitures particulières en circulation et le nombre de km parcourus en Belgique ont augmenté respectivement de 14,7% et de 15,2%. Dans une telle logique, même si toutes les voitures étaient remplacées par des voitures dites « propres », on ne réduirait très vraisemblablement pas à moyen terme les émissions de CO<sub>2</sub> engendrées. Sans compter qu'une voiture même moins polluante nécessite des infrastructures routières et envahit tout autant notre espace vital que n'importe quelle autre...

#### 4 / 1 // 2 /// 2 //// Energies renouvelables

Le recours aux énergies renouvelables est aussi une piste encouragée depuis quelques années par nos gouvernements pour sauvegarder les ressources non renouvelables et réduire l'impact climatique. Le Conseil européen de mars 2007 a ainsi avalisé l'objectif de porter la part des sources d'énergie renouvelables à 20% de la consommation énergétique totale à l'horizon 2020. Toutefois, si nous maintenons notre consommation actuelle d'énergie, le recours aux énergies renouvelables sera utile mais insuffisant. En effet, si on envisage en Europe un développement maximaliste des énergies renouvelables cumulant énergie hydraulique (+25%), biomasse (1/4 d'ha par personne), solaire (10m<sup>2</sup> de capteurs solaires par individu), éolien (une éolienne par 1000 habitants), géothermique (décuplement), nous arrivons à peine à couvrir un quart de la consommation actuelle d'énergie<sup>54</sup>.

#### 4 / 1 // 2 // 3 //// Recyclage

Aucune personne de bon sens ne conteste la nécessité de recycler les déchets. Cependant une gestion uniquement économique du recyclage – donner une valeur monétaire aux déchets – n'est évidemment pas suffisante car elle ne sera jamais environnementalement optimale. D'abord parce que le recyclage est gourmand en énergie mais aussi pour des raisons purement entropiques. Théoriquement, la terre est un système qui par son apport en énergie solaire permet à la matière et à la vie de se structurer et de se complexifier mais les cinétiques de transformation sont très lentes. Dans la réalité, on ne peut donc pas recycler à l'infini ; certains déchets tels que le CO<sub>2</sub> sont définitivement perdus. Ainsi, quand vous remplissez votre réservoir avec de l'essence que vous allez brûler pour faire fonctionner le moteur de votre voiture, il faudra quelques milliers voire millions d'années pour que les atomes constitutifs du gaz qui sort du pot d'échappement de votre véhicule se retransforment en pétrole !

54 <http://www.quefutur.org/simulations.html>

Il est donc nécessaire de mettre en place des outils politiques et économiques (incitant financier, écotaxe, sensibilisation...) pour favoriser la fabrication de produits facilement recyclables... mais aussi les plus solides possibles. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Les objets de consommation courante, des paires de lunettes aux machines à laver en passant par les téléphones portables, sont remplacés de plus en plus vite. Les innovations technologiques et les critères de mode distillés grâce aux publicités y concourent mais pas seulement. Les appareils et équipements sont aussi moins solides qu'autrefois et ne sont pas conçus pour durer au-delà d'un certain laps de temps. La plupart du temps, il est impossible de les réparer car la pièce est introuvable et, si elle existe, la réparation est tellement chère qu'il est économiquement plus avantageux de racheter un nouvel appareil. On peut parler, comme Serge Latouche, d'« *obsolescence des produits accélérée et programmée* ». Cette logique néglige une gestion rationnelle des ressources. Et si la surproduction crée ou maintient des emplois, elle en détruit aussi, notamment dans le service après-vente.

#### 4 / 1 // 2 /// 4 //// Permis d'émissions négociables

Le protocole de Kyoto sur les engagements de réduction des gaz à effets de serre fait appel à plusieurs mécanismes : efforts nationaux, permis d'émissions négociables, mise en œuvre conjointe (entre deux pays s'étant engagés à réduire leurs émissions) et mécanismes pour un développement propre (liant un pays devant réduire ses émissions et un pays en voie de développement n'ayant pas d'objectif de réduction).

Le mécanisme des « permis d'émission négociables » relève typiquement de l'approche technico-économiste du Développement Durable. Le principe du mécanisme instauré au niveau de l'Union européenne (appelé ETS pour « *Emissions Trading Scheme* ») est le suivant : chaque pays alloue à ses grandes industries un certain nombre de « quotas d'émissions de CO<sub>2</sub> » – le plan d'allocation devant être approuvé par la Commission européenne. Ces quotas peuvent ensuite être échangés sur un marché créé à cet effet, les entreprises dont les émissions dépassent les quotas prévus achetant des quotas à celles dont les émissions se situent sous le niveau des quotas alloués.

De même, le « mécanisme pour un développement propre » permet à un pays A s'étant engagé à réduire ses émissions de développer des projets peu polluants ou des projets de reforestation dans un pays B n'ayant pas d'objectifs de réduction, puis de comptabiliser au « bénéficiaire » de A les réductions réalisées en B.

Au niveau individuel, il est maintenant possible de compenser les émissions de CO<sub>2</sub> produites – et donc de se « dédouaner » d'un comportement dommageable pour l'environnement (voyage en avion par exemple) – en versant une contribution financière pour soutenir un projet « durable » (reforestation dans un pays du Sud par exemple) : il s'agit de la « compensation CO<sub>2</sub> ».

Ces types d'outils sont cohérents avec une économie de marché mais ont des limites.

Le système de fixation des quotas dans le système ETS en est une illustration. Les différents pays européens ayant tendance à « sur-allouer » les quotas à leurs entreprises (dans une perspective de croissance de celles-ci), le cours du carbone reste bas et les industries ont dès lors intérêt à acheter des quotas plutôt que financer des technologies plus propres. Et le problème (la croissance des émissions de gaz à effet de serre) demeure intact...

D'un point de vue philosophique, ce type d'outil ne remet pas du tout en cause la société de consommation et les pollutions qu'elle engendre. Pire, en l'absence d'une sensibilisation appropriée, elle risque même de donner bonne conscience aux gens, convaincus qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour préserver l'environnement.

## 4 / 2 // Green New Deal

Le « Green New Deal » est la stratégie montante en vue de résoudre les multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. De quoi s'agit-il exactement ?

En temps de crise, plusieurs types d'interventions sont possibles pour relancer l'économie. Les trois principales<sup>55</sup> sont :

- stimuler le crédit auprès des entreprises et des consommateurs (par exemple via la baisse des taux d'intérêts) ;
- augmenter la possibilité des ménages de dépenser (par exemple en baissant les taxes ;
- augmenter les dépenses publiques pour les emplois et les infrastructures.

Cette 3<sup>ème</sup> option est un programme de dépenses publiques de type « keynésien », du nom de John-Maynard Keynes, économiste britannique du début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Le New Deal mis en place dans les années 30 par Roosevelt pour sortir de la Grande dépression, repose sur cette stratégie. Le consensus international qui a émergé récemment autour d'un (Global) Green New Deal en est une variation.

L'idée est simple. Une relance économique suppose des investissements qu'il s'agit de cibler afin de construire des infrastructures « low carbon », d'assurer la sécurité énergétique et de protéger l'environnement. Les bénéfices de cette stratégie sont, selon T. Jackson<sup>56</sup>, de permettre de libérer des moyens pour les dépenses des ménages et l'investissement dans l'économie réelle grâce à des économies d'énergie et de matières; de réduire notre dépendance énergétique vis-à-vis des pays politiquement instables ; de booster les emplois dans les secteurs de l'environnement ; de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et à long terme de protéger notre patrimoine écologique et d'améliorer la qualité de notre cadre de vie pour les générations futures.

Une étude réalisée par l'University of Massachusetts Political Economy Research Institute a identifié six domaines d'investissements publics prioritaires : la modernisation des bâtiments ; le transport via le fret ferroviaire ; les réseaux intelligents ; l'énergie éolienne ; l'énergie solaire ; les agrocarburants de deuxième génération. Les auteurs ont calculé que dépenser 100 milliards de dollars dans ces domaines pendant 2 ans créerait 2 millions de nouveaux emplois. En revanche, des investissements identiques dédiés aux dépenses des ménages ou à l'industrie pétrolière ne génèreraient respectivement que 1,7 millions et 600.000 emplois<sup>57</sup>.

<sup>55</sup> Tim Jackson, Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy, *op.cit.*, p.67

<sup>56</sup> *Ibid* //

<sup>57</sup> *Ibid* //

Par ailleurs, l'idée de cette stratégie est d'obtenir un retour sur investissement grâce aux économies d'énergie et de ressources mais aussi grâce à la réduction des coûts sociaux et des services plus efficaces. Le département britannique des Transports a par exemple estimé que dépenser une livre sterling en vue de réduire l'utilisation des voitures permettrait d'économiser jusqu'à 10 livres sterling grâce aux économies d'énergie, à la réduction des coûts de congestions et des niveaux de pollutions.

Le stimuli « vert » opéré par le Green New Deal semble donc être une réponse intéressante à la crise économique. Il offre de l'emploi et de la reprise économique à court terme, la sécurité énergétique et l'innovation technologique à moyen terme, et, théoriquement, un avenir durable pour nos enfants sur le long terme. Néanmoins, l'hypothèse par défaut du Green New Deal reste de poursuivre la croissance économique sur base de la production et de consommation. Or, nous l'avons vu, cette logique ne s'accommode pas de la finitude de notre planète. Une production et une consommation « vertes » retarderont certes les échéances mais ne nous éviterons pas d'aller dans le mur.

Il ne s'agit pas de rejeter en bloc ces diverses solutions mais bien de les intégrer dans une dynamique de changements beaucoup plus profonds tenant compte de la grande variabilité et du caractère systémique des paramètres culturels, sociaux, économiques et environnementaux.

Un des éléments essentiels de notre réflexion réside dans l'intuition que les réponses réellement progressistes viendront de la réunion de personnes qui pensent et agissent de manières différentes sur le terrain. Ces initiatives permettront aux citoyens de se réapproprier leur pouvoir de décision et d'initier des structures socio-économiques dont la croissance ne sera plus le moteur.

# annexe

## Le modèle de la Spirale dynamique

par Clare W. Graves<sup>58</sup>

**«À chaque étape de l'existence humaine, l'être humain adulte avance dans sa quête du Saint Graal, de la manière de vivre tel qu'il le souhaiterait. À chaque niveau de sa quête, il croit avoir trouvé la réponse aux problèmes de l'existence. Pourtant, à sa grande surprise, il est consterné de découvrir que la solution n'est pas celle qu'il avait trouvée. Chaque niveau le laisse déconcerté et perplexe. C'est tout simplement qu'à chaque fois qu'il a résolu un groupe de problèmes, il en trouve un nouveau à la place. Sa quête est sans fin.»**

Clare W. Graves

<sup>58</sup> Tiré de [www.spiraledynamique.com](http://www.spiraledynamique.com) et de P. et F. Chabreuil, La Spirale Dynamique.

Comprendre comment les hommes s'organisent et pourquoi ils changent. Ed. InterEditions, 2008 //

Un des traits de l'être humain est sa formidable capacité à s'adapter au monde. Lorsque ses conditions d'existence se transforment, il est capable de s'ajuster pour essayer d'en tirer le meilleur parti. Régulièrement, il modifie sa conception du monde et ses systèmes de valeurs de façon à construire le mode d'existence qu'il estime le plus approprié. Cette évolution s'applique aussi bien à l'humanité en général qu'à chaque individu en particulier. Elle n'est toutefois pas aléatoire, mais suit une série d'étapes qui apparaissent toujours dans le même ordre et qui ont été cartographiées sous le nom de **Spirale dynamique**.

Ce modèle est issu des travaux de Clare W. Graves qui y a consacré 25 années de recherche. Il est validé statistiquement par des milliers de cas. Don E. Beck, et Christopher C. Cowan ont contribué à consolider et à faire connaître les travaux de Graves. Fabien et Patricia Chabreuil contribuent largement à diffuser le modèle dans les pays francophones au travers d'un livre, blog, stages et consultation.

### Valeur profonde, cachée et de surfaces

La Spirale dynamique permet de distinguer l'ensemble des valeurs humaines en distinguant trois grandes strates de valeurs.

Les valeurs de surface sont celles qui sont manifestées ouvertement et consciemment par les individus dans tous les actes de l'existence. Ce sont par exemple les codes vestimentaires, les objets à la mode, les événements, les règles sociales, les rituels, les religions etc.

Les valeurs cachées, conscientes ou inconscientes, différentes ou pas des valeurs de surface sont en réalité les valeurs qui pilotent l'individu ou l'institution. Le greenwashing utilisé par une entreprise est un exemple où se manifeste une différence entre les valeurs cachées et les valeurs de surfaces. En effet, une image écologique responsable est montrée à l'opinion publique (valeurs de surface), alors que plus d'argent a été investi en publicité verte qu'en de réelles actions en faveur de l'environnement (valeur cachée).

Les valeurs profondes, décrivent des structures ou niveaux d'existence appelés 'Mêmes' permettant d'héberger les valeurs de surface et les valeurs cachées. Chacun de ces niveaux peut s'exprimer par une multitude de valeurs de surface en apparence très différentes. Un même conteneur peut accueillir des contenus différents. Ainsi deux systèmes antagonistes comme le catholicisme et le communisme peuvent appartenir au même niveau de la Spirale. Modifier ses valeurs profondes est beaucoup plus difficile que modifier ses valeurs de surface ou cachées.

### Interaction entre conditions de vie et capacités cérébrales

Les niveaux de valeurs ou niveaux d'existence aussi appelés «Mêmes sont le résultat d'une interaction entre les conditions de vie auxquelles nous sommes confrontés et nos capacités cérébrales. Les conditions de vie activent des capacités cérébrales qui permettent la mise en œuvre des niveaux d'existence. Les conditions de vie peuvent être liées à l'environnement. Il est important de souligner que les capacités cérébrales n'ont rien à voir avec l'intelligence au sens commun du terme; elles sont une aptitude à s'adapter à des conditions de vie. On peut constater tout au plus que le monde géré est de plus en plus complexe avec l'émergence de nouveaux niveaux d'existence.

De même, il n'y a aucune corrélation entre le «Même et le sexe, la race, l'âge, la sagesse, le développement psychologique ou spirituel etc.

Tout «Même peut potentiellement exprimer des aspects positifs et négatifs. Que ce soit pour un individu ou un groupe, passer d'un «Même à un suivant n'est souhaitable que si les précédents ne sont plus adaptés aux conditions de vie.

Niveau de valeurs <sup>59</sup>	Priorité		Vision du monde	Pensée	Manifestations culturelles / personnelles
BEIGE	Subsister	Survie	Milieu Naturel	Automatique	
VIOLET		Sécurité	Endroit effrayant (esprits)	Animiste	Rites, rituels, superstitions, tribus...
ROUGE	Acquérir une identité	Pouvoir	Jungle à conquérir	Egocentrique	Conquête, action, impulsivité
BLEU		Ordre	Contrôlé par une vérité ultime	Absolutiste	Moral, règles, discipline, traditions
ORANGE	Assurer satisfaction matérielle et émotionnelle	Succès		Stratégique	Matérialisme, consumérisme, image, statut, croissance, progrès
VERT		Harmonie		Relativiste	Égalitarisme, authentique, émotions, partage, communauté
JAUNE	Reconstruire	Indépendance		Systémique	Connaissance
TURQUOISE		Globalité		Holistique	

59 Les couleurs des niveaux ont été utilisés pour la première fois par Christopher Cowan lors d'une présentation essentiellement dans un but pédagogique //

### Une holarchie de niveau d'existences

La spirale dynamique décrit une «holarchie émergente et ouverte». Les nouveaux niveaux de valeurs s'ajoutent aux anciens successivement. Les anciens niveaux ne disparaissent donc jamais et peuvent être réactivés si les conditions de vie le rendent nécessaire. A l'intérieur de chaque société, organisation, ou individu, plusieurs niveaux sont présents en même temps. Les niveaux se mettent en place en séquence, chacun apportant une contribution indispensable à la construction des niveaux suivants. Il est impossible de sauter un niveau. Ainsi l'enfant ne peut devenir adulte sans passer par l'adolescence.

### Description succincte des huit niveaux de valeurs connus à ce jour<sup>60</sup>

Dans l'état actuel de l'évolution de l'espèce humaine, on distingue huit «Mêmes, alternant priorité donnée à l'expression du soi individuel (couleurs chaudes à gauche) et priorité donnée au sacrifice du soi (couleurs froides à droite).

Chaque niveau d'existence ou est caractérisé par un niveau de développement psychologique, d'une conception du monde, d'un système de valeurs, d'un style de pensée, etc.

Les deux premiers niveaux AN-BEIGE<sup>61</sup> et BO-VIOLET ont pour priorité de subsister. En BEIGE, l'homme s'attache à satisfaire ses besoins physiologiques comme manger à sa faim, boire à sa soif, contrôler sa température, procréer, etc. Puis en VIOLET, il découvre la sécurité que lui apportent l'appartenance à un groupe et le respect de ses traditions.

Les niveaux suivants, CP-ROUGE et DQ-BLEU, ont pour priorité d'acquérir une identité. Dans un premier temps en ROUGE, il se connecte à sa puissance et à sa force personnelle. Ensuite avec BLEU, il définit ce qu'il a de commun avec la société dans laquelle il vit et comment cela donne ordre et sens à son existence.

Les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> niveaux ER-ORANGE et FS-VERT ont pour priorité d'assurer la satisfaction matérielle et émotionnelle. S'étant suffisamment construit avec les niveaux précédents, l'être humain veut ressentir un bien-être personnel. Il estime d'abord en ER-ORANGE qu'il pourra l'obtenir de la satisfaction de ses désirs matériels. Découvrant qu'il reste inassouvi, il croit alors en FS-VERT que c'est dans des relations chaleureuses avec les autres qu'il trouvera le bonheur.

60 Reproduit de F. et C. Chabreuil, La Spirale Dynamique. Comprendre comment les hommes s'organisent et pourquoi ils changent. Ed. InterEditions, 2008. p.33-34. Avec l'aimable autorisation des auteurs //

61 Les différents niveaux d'existence sont le plus souvent désignés par des paires de lettres (la première lettre exprime les conditions de vie et la seconde les capacités cérébrales) et/ou des couleurs //



Les 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> niveaux A«N»-JAUNE et B «O»-TURQUOISE s'attachent à reconstruire l'homme et le monde. L'être humain fait l'amer constat que même si chacune des étapes précédentes a été utile à un moment donné de son évolution, elle a aussi eu un impact négatif sur lui et sur le monde. Il est temps de le reconstruire. En A«N»-JAUNE, tout en continuant à se sentir relié aux autres, l'être humain cherche à développer compétence, responsabilité et autonomie persuadé que c'est la solution aux problèmes généraux du monde. Puis en B «O»-TURQUOISE, il éprouve le besoin d'élargir sa perception dans une vision holistique qui englobe toute vie.





En ce début de 3<sup>ème</sup> millénaire, l'humanité fait face à une série de crises graves. Ces crises sont la démonstration des limites de notre système économique, le capitalisme, et plus largement du modèle de développement des pays occidentaux. Un nouveau modèle de société se doit d'être inventé afin de revoir les finalités économiques, de changer notre relation à l'environnement, à la nature et à nous-mêmes. Il est essentiel de prendre conscience de la finitude physique de notre planète et de son caractère systémique, complexe et chaotique. L'Homme doit réapprendre à vivre comme faisant partie intégrante du système terrestre.

Pour réduire de façon substantielle notre impact sur l'environnement dans les pays du Nord, il nous faudra consommer et produire moins, décroître – osons le mot – notre consommation et notre production... : moins de biens, moins de services, moins de déplacements. Bref, apprendre à nous limiter.

Ce dossier signé Anne Thibaut, experte « Développement Durable » au sein de la Fédération Inter-Environnement Wallonie, fait le constat de l'impasse écologique et sociale de notre modèle de développement. Il propose quelques clés pour comprendre l'origine de cette (ces) crise(s). Il démontre que nous ne pourrions résoudre les problèmes environnementaux sans sortir du modèle économique (basé sur une croissance infinie de la production et de la consommation) actuel.

Les réponses proposées, majoritairement basées sur les solutions technologiques, sont largement insuffisantes voire contre-productives si elles s'ancrent dans la logique actuelle. Quant aux solutions *a priori* plus révolutionnaires comme le « *green new deal* » ou l'économie fonctionnelle (basée sur les services), elles se fondent elles-aussi sur une recherche de croissance économique et se heurteront donc tôt ou tard à la finitude du monde.

Ces constats posés et étayés, que faire ? Une suite à ce dossier, prévue pour octobre 2010, proposera une série de pistes de réflexions et d'actions innovantes.

#### Editeur

Fédération Inter-Environnement Wallonie asbl  
6, boulevard du Nord – 5000 Namur  
t. 081 25 52 80  
f. 081 22 63 09  
info@iewonline.be